

Rapport annuel

**1999-2000**



**La Fédération  
des commissions  
scolaires  
du Québec**

**Coordination et uniformisation de la rédaction**  
Direction des communications et des affaires publiques

**Collaboration à la rédaction**  
Direction et personnel professionnel de la FCSQ

**Conception graphique**  
Propage-Lavergne communication-marketing

**Impression et assemblage**  
Secteur de l'imprimerie de la FCSQ

**Publié par**  
La Fédération des commissions scolaires du Québec  
1001, avenue Bégon  
Case postale 490  
Sainte-Foy (Québec)  
G1V 4C7  
Téléphone : (418) 651-3220  
Télécopieur : (418) 651-2574  
Courriel : [info@fcsq.qc.ca](mailto:info@fcsq.qc.ca)  
Site Internet : [www.fcsq.qc.ca](http://www.fcsq.qc.ca)

Document : 6044  
Dossier : 1-106-01  
Dépôt légal – 2<sup>e</sup> trimestre 2000  
Bibliothèque nationale du Québec  
Bibliothèque nationale du Canada

Note – Les textes inclus dans ce document ont été féminisés dans la mesure du possible. Cependant, lors de certains passages, il nous a semblé plus pratique d'utiliser la forme masculine afin de faciliter la lecture. Il ne faudrait y voir qu'une manière d'alléger le texte et, d'aucune façon, une procédure discriminatoire.

# L'an 1 de la planification stratégique

**1999-2000**

En juin 1999, les quelque 335 personnes, déléguées par les commissions scolaires à l'assemblée générale de la Fédération des commissions scolaires du Québec, ont adopté sept orientations stratégiques qui constituent les enjeux majeurs pour la FCSQ en 1999-2000 et 2000-2001 :

- 1 La commission scolaire : un gouvernement responsable en éducation
- 2 La réforme de l'éducation : un projet de société à réussir
- 3 La formation professionnelle : une stratégie pour le développement du Québec
- 4 La formation continue : une voie pour assurer l'autonomie des personnes et des régions
- 5 Les ressources humaines : un monde de compétences au service de la mission éducative
- 6 Les ressources financières : une condition de réussite
- 7 Les services aux membres : une nouvelle réalité pour répondre à de nouveaux besoins

En 1999-2000, ces orientations ont constamment guidé les différentes actions de la FCSQ. Ce rapport annuel se veut donc le reflet du travail stratégique, de l'influence politique et de l'expertise que la Fédération a déployés afin de défendre vigoureusement ses membres et leur offrir des services de qualité.



# Faits saillants de l'année

## 1999-2000

### Intensification des activités de représentation

Par des activités de représentation, de communication et d'affaires publiques, la FCSQ a positionné les commissions scolaires comme des interlocutrices de premier plan dans les débats éducatifs et sociaux, tant auprès du ministère de l'Éducation que des autres ministères, organismes nationaux et syndicats. (p. 14)

### Pacte fiscal

La Fédération a fait de nombreuses activités de représentation pour démontrer que le transport scolaire est une condition essentielle à l'accessibilité à l'école et, en conséquence, qu'il est indissociable de la mission éducative et de l'organisation scolaire. (p. 14)

### Sommet du Québec et de la jeunesse

Le travail de la FCSQ dans ce dossier a porté fruit puisque ses positions ont été retenues dans les consensus qui ont fait l'objet d'une déclaration commune à la fin du Sommet. (p. 15)

### Refonte du curriculum

En concertation avec les autres associations du réseau des commissions scolaires, la Fédération a préparé un avis sur les projets de régimes pédagogiques qui a été déposé au ministère de l'Éducation. (p. 17)

### Réforme de l'éducation

La FCSQ a produit un numéro spécial de la revue *SAVOIR* sur la réforme de l'éducation qui a été distribué à plus de 42 000 personnes du réseau. (p. 17)

### 800 demandes des médias !

En 1999-2000, la Fédération a répondu à plus de 800 demandes d'information de la part des médias nationaux dans les différents dossiers interpellant les commissions scolaires à titre de gouvernements responsables en éducation. (p. 14)

### Politique de la ruralité

Pour faire valoir ses orientations, la Fédération a élaboré un document qui a été présenté aux représentants du ministère des Régions par un comité *ad hoc*, formé de présidentes et de présidents de commission scolaire. (p. 16)

### Publicité à l'école

La FCSQ s'est toujours opposée fortement à l'instauration de normes rigides en matière de commandite. Le ministre de l'Éducation a tenu compte de cette position et a mis de côté son intention d'établir des normes en cette matière. (p. 16)

### Négociations provinciales

L'opération des négociations provinciales, avec la décentralisation et la souplesse organisationnelle comme enjeux principaux pour les commissions scolaires, a canalisé les efforts de la FCSQ. (p. 21)

### Évaluation du processus électoral

La FCSQ a produit un rapport sur l'évaluation du processus électoral qui a été transmis au ministre de l'Éducation et à la Directrice générale des élections par intérim. (p. 15)

### 40<sup>e</sup> Congrès de la FCSQ

Présenté sous le thème *Oser pour avancer*, le 40<sup>e</sup> Congrès de la FCSQ a accueilli quelque 500 congressistes. (p. 29)

### Refinancement du réseau

Un consensus semble s'établir au Québec pour faire de l'éducation « la » priorité et enclencher un début de réinvestissement en éducation préscolaire, primaire et secondaire. (p. 24)

### Adaptation scolaire

L'ajout de ressources, annoncé par le gouvernement en adaptation scolaire, constitue une belle victoire pour la FCSQ qui réclame depuis plusieurs années des ressources accrues pour les élèves en difficulté. (p. 17)

### Place de la religion à l'école

La Fédération a fait de nombreuses représentations qui ont mené à la prolongation des travaux de la Commission parlementaire sur la place de la religion à l'école. Un tour de force! (p. 18)

### Emploi-Québec

La Fédération a dû travailler d'arrache-pied pour que le gouvernement admette les effets négatifs causés par la « crise financière ou budgétaire » d'Emploi-Québec et travaille avec elle pour remédier à cette situation. (p. 20)



**1999 2000**

Rapport annuel

## Formation continue

En avril dernier, la Fédération des commissions scolaires du Québec a participé aux audiences publiques sur le projet de politique de la formation continue tenues par le gouvernement. (p. 20)

## Recrutement de personnel

La FCSQ a intensifié ses travaux et élaboré des stratégies ayant pour objectif de permettre aux commissions scolaires de faire face aux problèmes possibles de recrutement dans le cadre du renouvellement de leur personnel. (p. 22)

## Sélection de hors cadres et de cadres

En tout, neuf commissions scolaires ont fait appel à la FCSQ en 1999-2000 pour pourvoir des postes de hors cadres et de cadres, dont huit postes de directrice générale ou de directeur général. (p. 30)

## Santé et sécurité du travail

La Fédération a mené différentes interventions de prévention et a aussi réalisé des activités permettant d'outiller davantage les gestionnaires scolaires. (p. 23)

## Revue de presse quotidienne

La Fédération offre gratuitement un service de revue de presse quotidienne aux commissions scolaires. (p. 31)

## Nouveau service Carrières et professions

Dans le but de supporter les efforts de recrutement de ses membres et de faire connaître les offres d'emploi disponibles dans les commissions scolaires, la Fédération a ajouté une section *Carrières et professions* à son site Internet. (p. 22)

## 75 000 \$ en revenus de commandites

La Fédération a sollicité des commandites de plus de 75 000 \$ qui ont permis de maintenir ou d'améliorer certaines activités de communication pour le bénéfice des commissions scolaires. (p. 31)

## www.fcsq.qc.ca

Le site de la FCSQ a accueilli son 100 000<sup>e</sup> visiteur, en janvier 2000! (p. 31)

## Perfectionnement et développement organisationnel

La FCSQ a offert différents services afin de répondre aux besoins des commissions scolaires suscités par la fusion des commissions scolaires et la gestion courante. (p. 29)

## Achats regroupés

Des baisses de prix de près de 16 % sur l'ensemble des dossiers ont été réalisées, sans compter l'économie de temps pour les commissions scolaires et la garantie d'obtenir des équipements conformes aux programmes d'enseignement! (p. 30)

## Dons d'ordinateurs aux écoles

En 1999-2000, le programme *Ordinateurs pour les écoles*, par l'entremise de la FCSQ, a remis aux écoles près de 18 000 ordinateurs accompagnés d'un écran couleur et d'un clavier. (p. 30)

## Information aux commissions scolaires

La FCSQ a constamment eu le souci d'informer ses membres en multipliant les messages de courrier électronique, les lettres ainsi que les communiqués expédiés aux commissions scolaires. (p. 16)

## Ordre du mérite

La Fédération a décerné le titre de Conseillère scolaire émérite à M<sup>me</sup> Pauline Marois, ministre de la Santé et des Services sociaux et ex-ministre de l'Éducation ainsi qu'à M<sup>me</sup> Diane Drouin, ex-présidente de la FCSQ. (p. 32)

## Prix d'excellence 1998-1999

La FCSQ a souligné l'excellence de trois de ses commissions scolaires membres en juin 1999. La Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys a mérité le Prix d'excellence catégorie *Innovation pédagogique* pour son programme *J'apprends avec mon enfant*. La Commission scolaire de Saint-Hyacinthe a également reçu le Prix d'excellence catégorie *Réalisation* pour son projet *Vivre le monde de la francophonie*. Une mention d'honneur a également été attribuée à la Commission scolaire au Cœur-des-Vallées pour son *Projet d'intégration des sciences et de l'informatique en collaboration avec l'université et l'industrie* (PISICUI). (p. 32)

# Rapport du président général

Une Fédération crédible, un maillage efficace!

Il y a un an, notre assemblée générale adoptait la *Planification stratégique 1999-2001*. Je ne cachais pas les nombreux défis que nous avons devant nous :

- promotion des commissions scolaires en tant que gouvernements responsables en éducation, dans le contexte particulier du pacte fiscal et de la mise en œuvre de la réforme de l'éducation ;
- développement d'une nouvelle stratégie en matière de formation professionnelle et de formation continue ;
- négociations avec les différentes catégories de personnel ;
- nécessité d'un réinvestissement en éducation ;
- et, enfin, le déploiement d'activités politiques et de services répondant aux besoins prioritaires des commissions scolaires.

Comme vous le constaterez, en prenant connaissance de ce rapport annuel, toutes ces orientations stratégiques ont fait l'objet d'actions particulières de la Fédération tant au plan des représentations politiques qu'au plan de l'administration.

## Concertation avec nos principaux partenaires

Je suis particulièrement fier du fait que la mise en œuvre de notre planification stratégique a reposé sur une collaboration étroite des diverses instances de la Fédération et de nos partenaires. Les résultats positifs que nous avons atteints sont le fruit de ce maillage étroit.

Les sessions régulières et extraordinaires du bureau de direction, les quatre rencontres du conseil général, les trois rencontres des présidentes, présidents, directrices générales et directeurs généraux des

commissions scolaires, le travail intense des trois commissions permanentes ainsi que les nombreuses rencontres de concertation avec l'ADIGECS, l'ACSQ, la FQDE, l'AQPDE, l'AMDES, l'Association des commissions scolaires anglophones du Québec ainsi que la Fédération des comités de parents ont permis à la FCSQ de travailler en étant constamment branchée sur les préoccupations de ses membres et de ses partenaires.

En effet, dans le but d'établir une meilleure cohésion du réseau, la FCSQ a mis en place un mécanisme de concertation avec l'ADIGECS, l'ACSQ, la FQDE, l'AQPDE et l'AMDES. Plusieurs rencontres ont eu lieu sur différents sujets importants et ont permis de véhiculer des positions communes, plus particulièrement auprès du MEQ, concernant, notamment, les régimes pédagogiques, les règles budgétaires et la qualification des maîtres. Des contacts plus étroits ont été établis avec l'ADIGECS qui ont également permis de mener des travaux dans le dossier de la reddition de comptes. De plus, une constante coordination a été assurée avec le réseau anglophone sur tous les sujets d'intérêt commun.

La FCSQ a également été à l'origine d'une concertation de tous les comités patronaux face au gouvernement provincial dans le cadre des dernières négociations et a aussi participé aux coalitions qui ont dénoncé la manière de faire du gouvernement fédéral dans les dossiers des bourses du millénaire et du transfert fiscal aux provinces.

Notre vie démocratique intense, notre transparence et notre volonté affirmée de travailler en concertation avec nos partenaires nous ont amenés à intervenir sur plusieurs fronts. Plus nous sommes visibles, plus nous sommes crédibles, plus nous avons de l'influence et plus nous sommes sollicités par divers organismes, les ministères et les médias pour faire connaître nos points de vue.

## Des représentations soutenues

En 1999-2000, on peut dire que la Fédération a été dans le « trafic lourd » et a très bien manœuvré politiquement avec l'appui des commissions scolaires, comme en font foi les résultats obtenus, notamment dans le dossier du transport scolaire et du pacte fiscal.



Tous ces gains sont le résultat d'une présence de tous les instants dans les diverses officines gouvernementales et auprès d'organismes qui ont une influence certaine sur les orientations gouvernementales en matière de fiscalité, de financement, d'éducation, d'emploi ou de développement régional. Somme toute, la Fédération a été au cœur de l'actualité, menant des actions médiatiques quotidiennes telles des entrevues, des conférences de presse, et participant à diverses activités publiques : commissions parlementaires, colloques, sommet, lancements, etc.

Je me suis fait un point d'honneur et un devoir de représenter les commissions scolaires au sein de plusieurs organismes nationaux comme la Commission des partenaires, le Conseil du patronat, l'Association canadienne d'éducation de langue française, l'UNICEF, le Réseau québécois Villes et Villages en santé, le Centre de liaison entreprises-éducation, bref partout où l'expertise de la Fédération pouvait servir la cause des commissions scolaires et des élèves.

Il en est de même pour les nombreuses rencontres de concertation que nous avons tenues avec nos partenaires ainsi que les contacts répétés et les entretiens que j'ai eus avec le ministre de l'Éducation, M. Legault, et les représentants de son cabinet, de même qu'avec les ministres des Affaires municipales, M<sup>me</sup> Harel, de l'Emploi, M<sup>me</sup> Lemieux, de la Santé et des Services sociaux, M<sup>me</sup> Marois, des Finances, M. Landry, du Conseil du trésor, M. Léonard, de la Famille, M<sup>me</sup> Léger, des Régions, M. Jolivet, des Sciences et Technologies, M. Rochon, de l'Inforoute, M. Cliche et des Transports, M. Chevette.

J'ai eu des échanges avec ces ministres, les représentants du monde municipal (UMQ – FQM), les représentants des transporteurs scolaires (ATEQ, APAQ) et des centrales syndicales, que ce soit pour les dossiers du pacte fiscal, de la politique de la ruralité, de la décroissance de la clientèle scolaire, du refinancement des commissions scolaires, des négociations avec nos personnels, du développement de la formation professionnelle, du Sommet du Québec et de la jeunesse ou de la rémunération des commissaires. J'ai également rencontré le Directeur général des élections en préparation des prochaines élections scolaires.

## Une Fédération à l'écoute de ses membres

Toutes ces interventions, la tournée de plusieurs régions du Québec, que j'ai faite à la rentrée, ainsi que les nombreuses invitations que j'ai reçues de nos commissions scolaires, auxquelles j'ai toujours répondu avec enthousiasme, m'ont permis à la fois de bien connaître les attentes de nos membres et les orientations gouvernementales qui pourraient avoir des impacts pour les commissions scolaires.

J'ai mis toute mon énergie au service des commissions scolaires pour vous représenter le mieux possible et faire de votre Fédération un organisme de pression en pleine vitesse de croisière et qui a même dû, à certaines occasions, faire des excès de vitesse.

Cette énergie et ces réalisations s'appuient sur un soutien senti et un encouragement de tous les instants des élus et des administrateurs des commissions scolaires membres de la Fédération et je vous en remercie.

Je veux remercier également la vice-présidente, les membres du bureau de direction, les présidentes et présidents ainsi que les membres des commissions permanentes pour l'excellent travail politique et la complicité de toutes et de tous pour soutenir l'action des commissions scolaires.

Enfin, je tiens à souligner le dévouement du directeur général pour son travail inlassable et à remercier le personnel pour le cœur et la détermination qu'il a mis dans la défense des intérêts des commissions scolaires et du système public d'éducation.

C'est en continuant à travailler solidairement que nous pourrons le mieux atteindre les objectifs fixés dans notre *Planification stratégique 1999-2001*. Vous constaterez d'ailleurs, à la lecture des pages qui suivent, que plusieurs de ces objectifs ont déjà été atteints.

  
**André Caron**  
Président général

Rapport annuel

**1999** | **2000**



# Le cœur des stratégies de la FCSQ :

ses instances politiques

En mai 1998, la 51<sup>e</sup> Assemblée générale de la FCSQ a opté pour une toute nouvelle structure politique qui a permis à la Fédération de mieux s'adapter aux besoins de la nouvelle configuration des commissions scolaires. Cette structure politique, qui laisse une large place aux élus scolaires, est composée d'une assemblée générale, d'un bureau de direction et d'un conseil général, qui assure une représentation directe à chaque commission scolaire membre. À chacune de ces instances, les élus scolaires participent activement à l'élaboration des stratégies et des actions qui permettent à la FCSQ de promouvoir l'éducation et de défendre les intérêts des commissions scolaires.

## Assemblée générale

Les 3 et 4 juin 1999, la Fédération des commissions scolaires du Québec a tenu sa première assemblée générale réunissant les commissaires délégués par les conseils des commissaires des 61 nouvelles commissions scolaires mises en place le 1<sup>er</sup> juillet 1998.

Lors de cette session, les commissaires délégués ont principalement discuté d'une nouvelle planification stratégique pour les deux années à venir et ont adopté les orientations nécessaires à sa réalisation. Ils se sont également prononcés sur les états financiers, le taux de cotisation et le budget de la FCSQ. L'assemblée générale a aussi procédé à l'élection du président et de la vice-présidente de la Fédération, élus pour un mandat de deux ans.

## Bureau de direction

Le bureau de direction a, entre autres, pour mandat de faire des recommandations au conseil général concernant différents dossiers, d'assurer la surveillance et l'exécution des mandats du conseil par la FCSQ et de voir à la gestion financière et au contrôle du budget. Durant l'année 1999-2000, le bureau de direction s'est réuni à six reprises en

session régulière. De plus, trois sessions extraordinaires furent convoquées lors de situations critiques afin de discuter et de peaufiner les positions et les stratégies mises de l'avant dans le dossier du transport scolaire et du pacte fiscal.

Les sessions du bureau de direction réunissent sept personnes, soit celles qui occupent les postes de la présidence et de la vice-présidence de la FCSQ ainsi que les postes des cinq directrices et directeurs qui ont été élus pour un mandat de deux ans par le conseil général en juin 1999.

### Membres du bureau de direction de la FCSQ (de gauche à droite sur la photo)

**Fernande LeBlanc-Sénéchal**

Présidente de la Commission scolaire Marie-Victorin

**Claude Langlais**

Président de la Commission scolaire de Kamouraska – Rivière-du-Loup

**Manon Beaudry-Roberge**

Vice-présidente de la FCSQ  
Commissaire à la Commission scolaire des Sommets

**Jean-Yves Laforest**

Président de la Commission scolaire de l'Énergie

**André Caron**

Président général de la FCSQ  
Commissaire à la Commission scolaire des Premières-Seigneuries

**Liz S.-Gagné**

Présidente de la Commission scolaire des Rives-du-Saguenay

**Jean-Marc Crête**

Président de la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys





**1999 2000**

Rapport annuel

## Conseil général

Le conseil général de la Fédération est composé du président et de la vice-présidente de la FCSQ, élus par l'assemblée générale, ainsi que d'un représentant ou d'une représentante de chaque commission scolaire qui est la présidente ou le président ou une autre personne du conseil des commissaires désignée par la commission scolaire. Le conseil général a comme principal mandat d'exécuter les décisions de l'assemblée générale et de mettre en application les résolutions de cette dernière concernant les politiques, les objectifs et les grandes lignes d'action de la FCSQ.

En 1999-2000, le conseil général a siégé à cinq reprises en session régulière et à une occasion en session extraordinaire. De nombreux dossiers ont été analysés et adoptés par le conseil dont des mémoires et des avis reflétant les positions de la FCSQ, qui ont été présentés devant plusieurs commissions parlementaires, la position adoptée en vue du Sommet du Québec et de la jeunesse, la position et les stratégies adoptées dans le cadre du débat sur le pacte fiscal et le transport scolaire ou, encore, les orientations à privilégier dans le dossier des négociations des différentes catégories de personnel des commissions scolaires.

## Membres du conseil général de la FCSQ

### André Caron

Président général de la FCSQ  
Commissaire à la Commission scolaire des Premières-Seigneuries

### Manon Beaudry-Roberge

Vice-présidente de la FCSQ  
Commissaire à la Commission scolaire des Sommets

### Vincent Arciresi

Président de la Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île

### Pierre Arseneault

Président de la Commission scolaire René-Lévesque

### Fatmi Asri

Président de la Commission scolaire du Fer

### Pierre Asselin

Président de la Commission scolaire de Charlevoix

### Martine Bergeron

Présidente de la Commission scolaire au Cœur-des-Vallées

### Diane Bernard-Riberdy

Présidente de la Commission scolaire des Samares

### Denys Bertrand

Président de la Commission scolaire de la Côte-du-Sud

### Jocelyn Blondin

Président de la Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais

### Josée Bouchard

Présidente de la Commission scolaire du Lac-Saint-Jean

### Robert Boucher

Président de la Commission scolaire de la Riveraine

### Pierre Bourgeois

Président de la Commission scolaire de Laval

### Denis Bureau

Président de la Commission scolaire de Rouyn-Noranda

### Ginette Côté

Présidente de la Commission scolaire de l'Estuaire

### Jean-Marc Crête

Président de la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys

### Diane De Courcy

Présidente de la Commission scolaire de Montréal

### Gabriel Ducharme

Président de la Commission scolaire des Patriotes

### Suzanne Durivage

Présidente de la Commission scolaire des Hauts-Cantons

### Jeanne d'Arc Duval-Paquette

Présidente de la Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles

### Christine Émond-Lapointe

Présidente de la Commission scolaire des Draveurs

### Claude Fleury

Président de la Commission scolaire de la Capitale

### Anicet A. Gagné

Président de la Commission scolaire des Navigateurs

### Liz S.-Gagné

Présidente de la Commission scolaire des Rives-du-Saguenay

### Claude Gélinas

Président de la Commission scolaire des Découvreurs

### Monique P.-Laberge

Présidente de la Commission scolaire des Chênes

### Jean-Yves Laforest

Président de la Commission scolaire de l'Énergie

### Claude Langlais

Président de la Commission scolaire de Kamouraska – Rivière-du-Loup

**Denis Langlois**

Président de la Commission scolaire de L'Amiante

**Lyne Laporte-Joly**

Présidente de la Commission scolaire de la Baie-James

**Claudette Larivée**

Présidente de la Commission scolaire de la Rivière-du-Nord

**Fernande LeBlanc-Sénéchal**

Présidente de la Commission scolaire Marie-Victorin

**Louise Lebrun**

Présidente de la Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands

**Charles-Henri Lecours**

Président de la Commission scolaire de la Beauce-Etchemin

**Claudette Légaré**

Présidente de la Commission scolaire des Sommets

**Yvon Lemire**

Président de la Commission scolaire du Chemin-du-Roy

**Gilles Létourneau**

Président de la Commission scolaire Pierre-Neveu

**Jeanne d'Arc Marcoux**

Présidente de la Commission scolaire des Premières-Seigneuries

**Nicole Mongeon-Guay**

Présidente de la Commission scolaire des Hautes-Rivières

**Daniel Moreau**

Président de la Commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais

**Méderic O'Brien**

Administrateur de la Commission scolaire du Littoral

**Micheline Patenaude-Fortin**

Présidente de la Commission scolaire des Grandes-Seigneuries

**Guilmont Pelletier**

Président de la Commission scolaire du Fleuve-et-des-Lacs

**Denis Rajotte**

Président de la Commission scolaire de Sorel-Tracy

**Huguette Reid**

Présidente de la Commission scolaire des Îles

**Laurraine Richard**

Présidente de la Commission scolaire de la Moyenne-Côte-Nord

**Noël Richard**

Président de la Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke

**Raymonde Rivard**

Présidente de la Commission scolaire de Saint-Hyacinthe

**Léonard Robitaille**

Président de la Commission scolaire du Lac-Abitibi

**Rémi Rousseau**

Président de la Commission scolaire du Pays-des-Bleuets

**Henri-Paul Roux**

Commissaire à la Commission scolaire des Bois-Francs

**Anny Roy**

Présidente de la Commission scolaire du Lac-Témiscamingue

**Clément Roy**

Président de la Commission scolaire Harricana

**Alîne Sauvageau**

Présidente du comité exécutif de la Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois

**Viviane Schofield**

Présidente de la Commission scolaire du Val-des-Cerfs

**François-R. Tardif**

Président de la Commission scolaire des Chic-Chocs

**Raymond Thériault**

Président de la Commission scolaire des Monts-et-Marées

**Serge Tremblay**

Président de la Commission scolaire de Portneuf

**Gaëtane Trempe-Köszegi**

Présidente de la Commission scolaire des Trois-Lacs

**Raymond Tudeau**

Président de la Commission scolaire des Phares

**Michel Vallières**

Président de la Commission scolaire des Laurentides

**Monique Villeneuve**

Présidente de la Commission scolaire De La Jonquière

**Lucette Whittom**

Présidente de la Commission scolaire des Affluents

**Denis Roy**

Vice-président de l'Association des directeurs généraux des commissions scolaires du Québec (ADIGECS)  
Représentant de cette association au conseil général de la FCSQ

# Commissions permanentes du conseil général

Pour faciliter ses délibérations lors de l'étude de dossiers majeurs, le conseil général s'est doté de trois commissions permanentes qui jouent un précieux rôle-conseil : la Commission permanente sur les enjeux politiques et financiers, la Commission permanente sur la mission éducative ainsi que la Commission permanente sur les relations du travail. Ces commissions permanentes, composées de membres du conseil général, sont un rouage important du développement des stratégies et des orientations de la FCSQ adoptées par le conseil général.

## Commission permanente sur les enjeux politiques et financiers

Plusieurs orientations de la planification stratégique, adoptées lors de l'Assemblée générale des 3 et 4 juin 1999, touchent des préoccupations de nature politique et financière qui doivent être étudiées par la Commission permanente sur les enjeux politiques et financiers.

Les travaux de la Commission permanente se sont développés dans le contexte des négociations du gouvernement avec les municipalités pour établir un nouveau pacte fiscal en l'an 2000. Au cours de ces négociations, pour conserver le transport scolaire, la Commission permanente a proposé au conseil général le développement d'outils stratégiques pour permettre à la Fédération de poursuivre ses interventions dans la négociation du pacte fiscal.

Son mandat a également porté sur les questions suivantes :

- la révision du financement du transport scolaire ;
- l'allocation des ressources financières des commissions scolaires dans un contexte de restructuration et de décroissance de la clientèle scolaire ;
- l'évaluation du processus électoral afin de faire les représentations nécessaires pour corriger les difficultés rencontrées aux dernières élections scolaires et de faire les recommandations appropriées pour modifier la Loi sur les élections scolaires ;
- la politique de la ruralité pour faire valoir la position et le rôle des commissions scolaires.

Cette Commission permanente a tenu quatre rencontres en 1999-2000.

### Membres de cette Commission permanente

Jean-Marc Crête, président  
Martine Bergeron  
Diane Bernard-Riberdy  
Robert Boucher  
Denis Bureau  
Ginette Côté-Fortin  
Claude Gélinas  
Denis Langlois  
Fernande LeBlanc-Sénéchal  
Yvon Lemire  
Noël Richard  
Monique Villeneuve

### Participe également à ces rencontres

André Moreau  
Représentant de l'Association des directeurs généraux des commissions scolaires du Québec (ADIGECS)


### Responsable de cette Commission permanente

Louise Tremblay  
Conseillère en financement et en transport scolaire à la FCSQ

Rapport annuel

**1999** | **2000**





# Commissions permanentes du conseil général

---

## Commission permanente sur la mission éducative

Pour promouvoir et défendre efficacement les intérêts de l'éducation, il est primordial que les instances décisionnelles de la Fédération suivent de près les principaux enjeux liés à la mission éducative.

Dans le contexte de la réforme de l'éducation et des orientations stratégiques adoptées par la Fédération, d'importants chantiers se sont imposés : la prise en charge par les conseils d'établissement de leurs nouvelles responsabilités, l'amorce de la mise en œuvre du nouveau curriculum, la place de la religion à l'école, les mesures de soutien à l'école montréalaise, le développement de la formation professionnelle, le déploiement de services à la petite enfance et en formation continue aux adultes, le lancement de la politique ministérielle en adaptation scolaire et l'adoption des trois régimes pédagogiques.

Le Sommet du Québec et de la jeunesse a, bien sûr, constitué une trame de fond pour les travaux de la Commission sur la mission éducative durant l'année 1999-2000, dont le mandat s'est articulé autour des sujets suivants :

- la mise en œuvre du plan d'action ministériel  
*Prendre le virage du succès* ;
- la mise en œuvre du nouveau curriculum ;
- la place de la religion à l'école ;
- le Sommet du Québec et de la jeunesse ;
- le développement de la formation professionnelle ;
- le développement de la formation continue.

Cette Commission permanente a tenu cinq rencontres en 1999-2000.

### Membres de cette Commission permanente

Manon Beaudry-Roberge, présidente  
Denys Bertrand  
Gilles Dion  
Christine Émond-Lapointe  
Louise Lebrun  
Anicet A. Gagné  
Liz S.-Gagné  
Jean-Yves Laforest  
Claude Langlais  
Claudette Larivée

### Participe également à ces rencontres

Susan Tremblay  
Représentante de l'Association des directeurs généraux  
des commissions scolaires du Québec (ADIGECS)

### Responsable de cette Commission permanente

Berthier Dolbec  
Conseiller en développement pédagogique à la FCSQ



## Commission permanente sur les relations du travail

Cette année, la Commission permanente sur les relations du travail avait pour mandat de faire les analyses et de formuler les recommandations appropriées au conseil général de la Fédération sur les sujets suivants :

- la négociation du renouvellement des conventions collectives du secteur de l'éducation ;
- les effets de la réforme de l'éducation sur les relations du travail dans les commissions scolaires ;
- les négociations locales ;
- le recrutement des personnels syndiqués et d'encadrement ;
- l'établissement des conditions de travail des gestionnaires ;
- la révision des encadrements légaux qui affectent les ressources humaines.

En raison du contexte particulier de la présente année, les travaux des membres ont principalement porté sur la négociation des conventions collectives. La Commission s'est particulièrement préoccupée du suivi des négociations nationales afin d'assurer le respect des objectifs fixés par les commissions scolaires. Ainsi, les membres ont étudié l'impact des positions de chaque partie, ont évalué les stratégies à adopter et ont analysé des propositions de règlements pour chacune des tables de négociation. De plus, à la suite des négociations nationales, la Commission s'est penchée sur un projet de soutien à la négociation locale.

Parallèlement à ces travaux, la Commission a aussi veillé au suivi du dossier de réévaluation de la fonction de direction d'école et étudié une démarche visant à soutenir les commissions scolaires qui vivent des problèmes de recrutement de personnel.

Cette Commission permanente a tenu six rencontres en 1999-2000.

### Membres de cette Commission permanente

Jeanne d'Arc Marcoux, présidente

Fatmi Asri

Pierre Bourgeois

Diane De Courcy

Suzanne Durivage

Nicole Mongeon-Guay

Micheline Patenaude-Fortin

Raymonde Rivard

Rémi Rousseau

Henri-Paul Roux

Aline Sauvageau

Serge Tremblay

### Participe également à ces rencontres

Normand Lapointe

Représentant de l'Association des directeurs généraux des commissions scolaires du Québec (ADIGECS)

### Responsable de cette Commission permanente

Bernard Tremblay

Avocat et conseiller en relations du travail à la FCSQ

1999 2000

Rapport annuel

# Rapport du directeur général

Une Fédération qui agit et réussit !

Comme vous vous en doutez bien, les réalisations que ce rapport annuel décrit, dans les pages qui suivent, n'ont pas été difficiles à trouver. Bien au contraire, il a été plutôt difficile d'énumérer toutes les actions qu'a menées la FCSQ au cours de la dernière année.

Les défis et les objectifs de la planification stratégique, adoptée lors de la dernière assemblée générale, étaient peut-être ambitieux, mais à la mesure d'une organisation qui représente toutes les commissions scolaires francophones du Québec et leurs 1 200 élus, employeurs de plus de 125 000 personnes, assumant la gestion de plus de 2 500 établissements et des budgets de l'ordre de 7 milliards de dollars et, enfin, fournissant des services à un million d'élèves jeunes et adultes.

## Un soutien efficace aux instances politiques

Un travail considérable a été réalisé par chacune des commissions permanentes et par le conseil général, bien appuyés par une équipe de conseillères et de conseillers effectuant le travail de recherche et de soutien-conseil.

Tous les travaux de ces instances ont permis d'adopter des positions claires et unanimes et des stratégies importantes dans des dossiers aussi difficiles que la fiscalité, la place de la religion à l'école, les mandats de négociation des conventions collectives, le Sommet du Québec et de la jeunesse et j'en passe.

## Une Fédération qui s'adapte rapidement à l'actualité et aux besoins de ses membres

Plusieurs consultations ont été menées auprès des commissions scolaires sur différents dossiers majeurs – la place de la religion à l'école, les élections scolaires, les coûts des fusions, la pénurie de personnel, le transport scolaire, etc. – nous permettant de mieux cerner la position de nos membres. Une concertation plus étroite avec nos partenaires a constitué un moyen privilégié pour assurer la cohésion de nos interventions sur l'essentiel et nous a permis de bien cibler les enjeux.

Une veille stratégique de tous les instants nous a permis de détecter rapidement les événements, les projets de politique et les orientations qui risquaient d'avoir des incidences sur les commissions scolaires, nous permettant de réagir rapidement au début des processus et non à la fin. À cet effet, je remercie particulièrement les présidentes et les présidents, les directrices générales et les directeurs généraux qui n'hésitent pas à nous communiquer toutes les informations pertinentes à ce sujet.



## Une présence constante

La FCSQ s'est assurée d'une présence active, soit par son personnel régulier ou par le personnel de certaines commissions scolaires, dans une multitude de comités et de groupes de travail, tant au MEQ, à Emploi-Québec, au ministère des Régions qu'à d'autres organismes. Nous nous sommes également assurés d'une coordination plus soutenue avec les régions permettant d'améliorer les échanges sur des dossiers importants.

De même, nous avons tenu trois rencontres des présidentes, présidents, directrices générales et directeurs généraux des commissions scolaires (PDG) sur des thèmes tels que la formation professionnelle, la fiscalité, les négociations des conventions collectives et le recrutement de personnel. Ces rencontres s'avèrent des moments privilégiés pour assurer le lien entre les pouvoirs politique et administratif, nous permettant d'avoir une action cohérente et concertée auprès des instances gouvernementales.

## Partenaire de nombreuses activités provinciales

Une autre façon aussi pour la Fédération de faire avancer plusieurs dossiers importants pour les commissions scolaires a consisté à participer à de nombreux colloques ou congrès, soit en déléguant des personnes-ressources ou encore en collaborant à l'organisation de ces événements, notamment en formation professionnelle, en alphabétisation et en santé et sécurité du travail, plus particulièrement en matière de santé mentale du personnel, etc.

## Un personnel dévoué et compétent

L'année 1999-2000 a été particulièrement exigeante, nécessitant une performance de haut niveau de la part du personnel de la Fédération qui n'a pas hésité à consacrer temps et énergie à la cause des commissions scolaires et du système public d'enseignement. Le rythme prévisible des activités pour la prochaine année s'annonce tout aussi exigeant.

## Conclusion

En conclusion, je voudrais profiter de l'occasion pour remercier les instances politiques de la Fédération, le président, la vice-présidente, les membres du bureau de direction et du conseil général pour leur soutien de tous les instants qui a contribué à la bonne conduite des dossiers.



**Réjean Morel**  
Directeur général

Rapport annuel

**1999 | 2000**



# La commission scolaire :

## un gouvernement responsable en éducation

Première orientation de la planification stratégique, *La commission scolaire : un gouvernement responsable en éducation* a été au cœur des stratégies et des travaux menés par la FCSQ en 1999-2000. Par des activités de représentation, de communication et d'affaires publiques, la FCSQ a positionné les commissions scolaires comme des interlocutrices de premier plan dans les débats éducatifs et sociaux, tant auprès du ministère de l'Éducation que des autres ministères, organismes nationaux et syndicats.

Le bilan général, pour l'ensemble des dossiers nécessitant des interventions politiques des commissions scolaires, est plus que positif : la Fédération a établi un rapport de force en menant des activités de représentation et en faisant régulièrement les manchettes des quotidiens et des bulletins de nouvelles, se positionnant et positionnant également ses membres comme des intervenants incontournables dans les débats sociaux et politiques. En 1999-2000, la Fédération a répondu à plus de 800 demandes d'information de la part des médias nationaux dans les différents dossiers interpellant les commissions scolaires à titre de gouvernements responsables en éducation !

Ces interventions publiques ont toujours visé à défendre les intérêts des commissions scolaires, à promouvoir la commission scolaire en tant que gouvernement local autonome et responsable, à exercer des pressions sur les divers acteurs politiques, bref à positionner les commissions scolaires comme des intervenantes de premier plan de la société québécoise.

### Le pacte fiscal

#### **Les commissions scolaires conservent le transport scolaire !**

Remis sur la sellette par les négociations du gouvernement du Québec avec les unions municipales, le dossier du pacte fiscal a canalisé les énergies des dirigeants scolaires dès le début de l'automne 1999. La Fédération a alors fait de nombreuses activités de représentation, à la fois auprès du ministre de l'Éducation, de la ministre des Affaires municipales et de la Métropole ainsi que du premier ministre, pour leur démontrer que le transport scolaire est une condition essentielle à l'accessibilité à l'école et qu'il est indissociable de la mission éducative et de l'organisation scolaire.

Les unions municipales ont étudié différentes hypothèses de transfert de responsabilités aux municipalités, dont celles du transport scolaire et même de la gestion des bâtiments scolaires, ou encore du transfert du financement du transport scolaire dans le champ d'impôt foncier scolaire. Plusieurs rencontres ont été tenues par les instances décisionnelles de la FCSQ pour établir des stratégies d'intervention dans ce dossier. De plus, la Fédération a développé des outils pour assister les élus scolaires dans leur démarche auprès de leur milieu respectif ainsi qu'auprès des élus municipaux et provinciaux (modèle de communiqué de presse, etc.). La FCSQ a également établi des liens constants avec l'Union des municipalités du Québec afin d'identifier des pistes de solutions communes face au gouvernement.

Le ministre de l'Éducation a toujours défendu le *statu quo* et s'est engagé à ce que la Fédération soit consultée dans l'éventualité où le transport scolaire ferait l'objet de négociation. La FCSQ a réagi fermement aux propos du ministre des Transports qui a plaidé pour l'intégration des modes de transport et un transfert aux MRC. De nombreuses commissions scolaires ont appuyé publiquement la Fédération; certaines commissions scolaires ont émis des communiqués de presse conjoints avec les MRC pour signifier que le transport scolaire est indissociable de la mission éducative ou adressé des lettres au premier ministre ainsi qu'aux ministres concernés.

Au cours de toutes ces démarches, la Fédération a également favorisé la concertation avec les partenaires du transport écolier, particulièrement l'Association du transport écolier du Québec et les syndicats représentant les conducteurs et les conductrices d'autobus scolaire (CSN, FTQ, CSD).

Uniquement dans le dossier du pacte fiscal, il y a eu plus d'une centaine d'interventions médiatiques, appuyées par des communiqués de presse et des relations publiques soutenues. Toutes ces actions et interventions de communication ont porté fruit puisque les médias ont fait écho de la pression exercée par les commissions scolaires pour conserver la gestion du transport scolaire.



La concertation et la totale cohésion qu'ont démontrées les commissions scolaires dans ce dossier ont fait en sorte de créer un rapport de force sans précédent qui a permis l'atteinte des résultats escomptés. Cependant, comme le gouvernement du Québec a l'obligation de mettre en œuvre en l'an 2000 la réforme de la fiscalité municipale, qui est en chantier depuis trois ans, les commissions scolaires doivent demeurer vigilantes pour conserver leurs responsabilités. Afin d'être en mesure de réagir efficacement, les instances décisionnelles de la FCSQ ont résolu de recueillir tous les renseignements pertinents qui permettront à la Fédération de faire les interventions appropriées lors des négociations sur le prochain pacte fiscal.

## Le Sommet du Québec et de la jeunesse **Le sommet de l'éducation!**

Anticipé comme un échange entre les générations, le Sommet du Québec et de la jeunesse se voulait une occasion d'élargir la place des jeunes dans notre société et de tracer des perspectives d'avenir pour le début du siècle. Tenu les 22, 23 et 24 février 2000, ce Sommet a permis des pas en avant dans plusieurs dossiers ayant des incidences importantes pour les jeunes. Le dossier de l'éducation a particulièrement retenu l'attention des participantes et des participants et a constamment été au cœur des préoccupations.

Afin de préparer cet important rendez-vous pour les jeunes, la Fédération et les commissions scolaires ont amorcé leurs travaux à ce sujet dès le printemps 1999. Un atelier, offert à l'occasion du congrès de la FCSQ et animé par des sous-ministres adjoints du ministère des Régions, a notamment permis aux congressistes d'échanger sur les stratégies retenues par le gouvernement pour améliorer la situation des jeunes. De plus, afin de faire connaître aux commissions scolaires toute l'information pertinente sur le Sommet, la FCSQ a publié différents articles et sensibilisé les présidents et les présidentes des commissions scolaires aux contenus traités ainsi qu'aux activités régionales et nationales initiées par le gouvernement, tout en leur rendant compte périodiquement des démarches réalisées dans ce dossier par le président de la Fédération. La FCSQ a également multiplié les démarches lors des activités préparatoires au Sommet. Elle s'est fait entendre par trois des quatre chantiers thématiques et s'est aussi concertée avec les autres partenaires nationaux. Dans l'ensemble de ces activités, la Fédération a toujours eu à cœur de mettre à contribution l'expertise et la vision du personnel des commissions scolaires aussi bien que des élus scolaires.

Durant le Sommet, la FCSQ a saisi toutes les occasions afin de sensibiliser les participants aux orientations mises de l'avant par les commissions scolaires. Ce travail a porté fruit puisque les positions avancées par la Fédération ont été partagées par les autres partenaires et retenues dans le consensus qui ont fait l'objet d'une déclaration commune à la fin du Sommet. De plus, la participation de la Fédération dans le cadre du Sommet a été constamment remarquée et appréciée à la fois par les partenaires et par le gouvernement.

## L'évaluation du processus électoral **Des orientations afin de préparer les élections de 2002**

À sa réunion tenue en avril 1999, le conseil général a adopté à l'unanimité une résolution à l'effet de confier au Directeur général des élections la responsabilité d'organiser les élections scolaires. Par la même occasion, les présidentes et présidents ont demandé à la Fédération de faire connaître au ministère de l'Éducation ainsi qu'au Directeur général des élections les divers problèmes rencontrés lors des dernières élections scolaires.

Au cours de l'automne, la Fédération a procédé à une cueillette des problèmes rencontrés et des solutions préconisées auprès des commissions scolaires. Elle a ensuite produit un rapport sur l'évaluation du processus électoral qui a été adopté à l'unanimité par le conseil général. Ce rapport a été transmis au ministre de l'Éducation et à la Directrice générale des élections par intérim.

De plus, à la suite d'une demande formulée par la Fédération, un comité a été formé pour étudier certains aspects de la Loi sur les élections scolaires. La Fédération participe à ce comité qui réunit également des représentants de l'Association des commissions scolaires anglophones du Québec, du ministère de l'Éducation et du bureau du Directeur général des élections.

**1999 2000**

Rapport annuel

# La commission scolaire :

## un gouvernement responsable en éducation

### La politique de la ruralité

#### La FCSQ consultée

Au printemps 1999, le gouvernement du Québec avait signifié son intention d'adopter une politique de la ruralité pour janvier 2000. En vue de l'adoption de cette politique, le gouvernement a déposé un cadre de référence devant guider son élaboration et a mené une consultation sur ce document au cours de l'automne. Compte tenu des enjeux importants pour les commissions scolaires, la Fédération a fait partie du nombre restreint d'organismes devant être consultés par le gouvernement à ce sujet. Pour faire valoir ses orientations dans ce dossier, la Fédération a élaboré un document intitulé *Position concernant le Cadre de référence de la politique de la ruralité* qui a été adopté par le conseil général de la FCSQ. Par la suite, un comité *ad hoc*, formé de présidentes et de présidents de commission scolaire, a rencontré les représentants du ministère des Régions pour leur remettre et leur expliquer la position de la Fédération; position qui a été très bien accueillie.

### La démocratie scolaire

#### Un dossier à suivre...

Alors que les prochaines élections scolaires se dérouleront en 2002, les instances décisionnelles de la FCSQ ont entamé des travaux en vue d'identifier des stratégies et des moyens à mettre de l'avant pour faire en sorte que les commissions scolaires et les élus soient mieux connus et mieux perçus par la population. Les travaux à ce sujet se poursuivront en 2000-2001.

### Publicité à l'école

#### Non à l'établissement de normes rigides !

Le dossier de la publicité à l'école a nécessité des interventions constantes de la FCSQ en 1999-2000. Dans la foulée de la défense des intérêts des gouvernements locaux scolaires et de la décentralisation, la Fédération a toujours plaidé que les commissions scolaires, en collaboration avec leurs conseils d'établissement, sont les mieux placés pour porter un jugement éclairé sur la pertinence ou non d'accepter des offres de partenariat avec l'entreprise privée.

Dans ses diverses interventions publiques, la FCSQ s'est toujours opposée fortement à l'instauration de normes rigides pour encadrer les décisions des instances locales en matière de commandite. Le ministre de l'Éducation a tenu compte de cette demande de la Fédération. Mettant de côté l'établissement de normes, le ministre a plutôt choisi de rappeler aux conseils d'établissement les modalités prévues par la Loi sur la protection du consommateur et les articles de la Loi sur l'instruction publique liés à la commandite dans les écoles.

#### Le souci constant de bien informer ses membres

Dans l'ensemble de ces démarches, la FCSQ a constamment eu le souci d'informer les commissions scolaires en multipliant les messages de courrier électronique, les lettres ainsi que les communiqués expédiés aux présidentes, présidents, directrices générales et directeurs généraux des commissions scolaires. Plusieurs bulletins express *Commissaires d'écoles* ont également été transmis aux commissaires d'écoles afin d'offrir rapidement une information concise sur ces dossiers. Aux informations d'actualité, véhiculées par ces bulletins express et les messages du lundi destinés aux présidentes, présidents, directrices générales et directeurs généraux, se sont ajoutés des numéros de la revue *SAVOIR* qui ont permis de présenter des articles de fond sur ces sujets cruciaux pour les commissions scolaires. Enfin, il est également intéressant de noter que le site Internet de la FCSQ a permis de rendre accessibles plusieurs documents et communiqués qui ont été d'une aide précieuse pour les membres de la FCSQ.

# La réforme de l'éducation :

## un projet de société à réussir

Depuis l'amorce des États généraux sur l'éducation, la Fédération et les commissions scolaires ont toujours soutenu que des changements étaient nécessaires et qu'elles se mobiliseraient pour réussir la réforme mise de l'avant par le gouvernement. Aussi, dans cette deuxième orientation de sa planification stratégique, la FCSQ a pris l'engagement politique de promouvoir la réforme, de collaborer avec le gouvernement et de faciliter le travail des commissions scolaires. Les travaux de la FCSQ dans ce dossier en 1999-2000 ont donc reposé sur ces engagements; ce qui ne l'a pas empêchée, dans ses interventions médiatiques, de réclamer un réinvestissement de l'État qui tiendrait compte des répercussions de la réforme sur les ressources des commissions scolaires.

### Prendre le virage du succès

La réforme est un grand projet qui nous concerne tous au plus haut point. Ses sept orientations sont tellement englobantes qu'elles touchent pratiquement tous les champs d'action de la FCSQ :

1. Intervenir dès la petite enfance
2. Procéder à la refonte du curriculum
3. Assurer un meilleur exercice des responsabilités de l'école et de la commission scolaire
4. Soutenir l'école montréalaise
5. Intensifier la réforme de la formation professionnelle et technique
6. Consolider et rationaliser l'enseignement supérieur
7. Donner un meilleur accès à la formation continue

Six de ces lignes d'action touchent les commissions scolaires directement, alors que l'autre nous intéresse vivement. En 1999-2000, la Fédération a donc suivi activement la progression de chacune de ces lignes d'action et a tout mis en œuvre afin de faire valoir les attentes des commissions scolaires dans ce dossier et de les assister le mieux possible.

### Procéder à la refonte du curriculum

Différentes actions ont été menées dans le cadre de cette ligne d'action majeure pour les commissions scolaires.

#### Début de la mise en œuvre

La Fédération a évalué les impacts des changements introduits au curriculum. À cet effet, un avis sur les projets de régimes pédagogiques, préparé en concertation avec les autres associations du réseau des commissions scolaires, a été déposé au MEQ. Un examen attentif de la planification ministérielle et des caractéristiques des programmes d'études en préparation, de même que des perceptions de groupes nationaux et d'intervenants des milieux locaux, ont permis à la FCSQ de présenter au ministère un avis sur la mise en œuvre du nouveau curriculum.

Dans le but de faciliter la formation continue du personnel scolaire en fonction de cette réforme du curriculum, la Fédération a aussi réalisé des démarches auprès de certaines universités québécoises qui ont résulté en deux offres de soutien aux commissions scolaires : l'une par l'Université Laval (CRIRES) et l'autre par l'Université de Montréal (Faculté de la formation continue).

Enfin, afin d'outiller les commissions scolaires dans cette mise en œuvre et de mieux informer les commissaires d'écoles, la FCSQ a produit de nombreux articles dans son magazine *SAVOIR*, en plus de produire un numéro spécial de cette revue qui a porté exclusivement sur la mise en œuvre de la réforme. Près de 42 000 exemplaires de cette revue ont été distribués au personnel des commissions scolaires, aux comités de parents, aux conseils d'établissement ainsi qu'aux universités qui en ont fait la demande.

#### De nouvelles ressources pour l'adaptation scolaire

En plus de produire les analyses et les recommandations requises par le projet de politique en matière d'adaptation scolaire, la FCSQ est intervenue publiquement pour manifester son appui au MEQ dans ce dossier. En janvier dernier, elle a apporté une aide précieuse au ministère pour le lancement ainsi que pour la diffusion de sa politique et de son plan d'action en cette matière. L'aboutissement de ce dossier ainsi que l'annonce de l'ajout de nouvelles ressources en adaptation scolaire constituent une belle victoire pour la FCSQ qui a, depuis plusieurs années, réalisé de multiples interventions médiatiques et émis de nombreux communiqués de presse afin de réclamer des ressources accrues pour les élèves en difficulté.

Rapport annuel

**1999** | **2000**



# La réforme de l'éducation :

---

## un projet de société à réussir

### Intervenir dès la petite enfance

Cette année, l'attention de la Fédération a porté sur l'expansion de l'offre concernant les services de garde ainsi que sur les caractéristiques du projet de programme d'éducation préscolaire.

Une nouvelle collaboration a également été entamée avec le site Internet PetitMonde qui publie périodiquement une chronique sur la petite enfance dans le magazine *SAVOIR*.

### Information et orientation professionnelle : un début

Depuis quelques années, la FCSQ est consciente que le chantier important de l'information et de l'orientation scolaires et professionnelles est en attente. Malgré l'échéancier de la mise en œuvre du curriculum et les problématiques accentuées par la préparation du Sommet du Québec et de la jeunesse, la FCSQ a amorcé des travaux dans ce dossier en 1999-2000. Ce travail, qui se poursuivra à moyen terme, porte actuellement sur l'identification des besoins des élèves et des problématiques vécues dans les milieux scolaires.

### Soutenir l'école montréalaise

Cette ligne d'action poursuit deux fins :

- apporter une aide spécifique aux écoles montréalaises les plus en difficulté ;
- expérimenter, à Montréal, des mesures qui pourraient être utilisées ensuite dans d'autres milieux, voire généralisées à l'ensemble des écoles.

Compte tenu des impacts possibles de ces travaux, la Fédération a continué de s'intéresser à ces expérimentations ainsi qu'à l'évaluation de l'efficacité de ces mesures. La FCSQ et ses membres auront éventuellement à réagir sur les conditions de généralisation des mesures mises de l'avant à Montréal.

### Le débat sur la place de la religion à l'école

La place de la religion à l'école et dans le curriculum scolaire a fait partie des dossiers d'actualité dès la sortie du rapport Proulx et l'annonce par le gouvernement d'une consultation publique. Constatant les délais très courts mis à la disposition des commissions scolaires pour réaliser leur consultation, la Fédération a tout de suite fait des représentations auprès du gouvernement qui ont mené à la prolongation des travaux de la Commission parlementaire sur la place de la religion à l'école et de la période de consultations pour les commissions scolaires. Un tour de force!

La FCSQ se devait également de présenter un mémoire à cette commission parlementaire. Afin d'élaborer sa position à ce sujet, la Fédération a consulté ses membres et a développé des outils qui ont permis aux commissions scolaires de débattre de ces enjeux dans leur milieu. La FCSQ a procédé à une analyse détaillée des résultats transmis par les commissions scolaires à ce sujet. Après avoir analysé les aspects théoriques, juridiques et techniques découlant des hypothèses en cause, la Fédération a élaboré un mémoire qui a été étudié par les commissions permanentes et qui a fait l'objet de discussions par les membres du conseil général. Ce mémoire est disponible sur le site Internet de la FCSQ.

# La formation professionnelle :

## une stratégie pour le développement du Québec

Plusieurs étapes importantes ont été franchies cette année dans le cadre de cette troisième orientation stratégique de la FCSQ. Au printemps 1999, des orientations et des voies d'action ont été adoptées et ont généré des travaux importants de promotion, de représentation, de concertation et même de conception. Ces orientations, regroupées dans une plate-forme intitulée *La formation professionnelle dans les commissions scolaires : une stratégie pour le développement du Québec*, ont obtenu l'aval de nos partenaires : l'Association des directeurs généraux des commissions scolaires du Québec (ADIGECS), l'Association des cadres scolaires du Québec (ACSQ) et la Table des responsables de l'éducation des adultes et de la formation professionnelle des commissions scolaires du Québec (TRÉAQFP).

Le lancement de ce document, lors d'une conférence de presse à l'ouverture du 40<sup>e</sup> Congrès de la FCSQ, a donné le coup d'envoi à différentes activités de promotion des positions mises de l'avant par la Fédération et ses partenaires. En plus de toucher les médias provinciaux, cette promotion s'est également étendue aux intervenants du réseau scolaire ainsi qu'aux partenaires du marché du travail. Grâce à l'étroite concertation de la Fédération avec les associations du réseau, ces orientations ont été largement diffusées et discutées dans toutes les régions du Québec. La FCSQ a rencontré plus de 400 gestionnaires, membres du personnel et commissaires. De nombreux partenaires du marché du travail ainsi que divers groupes patronaux, syndicaux et communautaires ont également été sensibilisés à ces orientations.

### Fer de lance du Sommet

Lors d'une conférence de presse stratégique, à la veille du Sommet du Québec et de la jeunesse, la Fédération a rappelé ses orientations en matière de formation professionnelle. La plate-forme est devenue le fer de lance de la Fédération dans ces discussions stratégiques pour les jeunes et les commissions scolaires.

Précises et bien articulées, les interventions réalisées par la FCSQ en matière de formation professionnelle lors du Sommet ont retenu l'attention du ministère de l'Éducation ainsi que de tous les intervenants.



La Fédération  
des commissions  
scolaires  
du Québec



Association des directeurs généraux des commissions scolaires du Québec



Association des cadres scolaires du Québec



Table des responsables de l'éducation des adultes et de la formation professionnelle des commissions scolaires du Québec

### Des activités de promotion efficaces

Identifiée comme prioritaire, la formation professionnelle a fait l'objet de nombreuses activités médiatiques au cours du dernier exercice. Les quatre conférences de presse que la Fédération a tenues sur ce dossier, la dizaine de communiqués de presse qui ont été émis et l'information qui a été diffusée par des placements publicitaires judicieux ont contribué à faire évoluer positivement la plate-forme adoptée par les commissions scolaires.

En appui à ces actions, la Fédération a aussi planifié des lancements percutants avec les Éditions Ma Carrière, pour ses guides *Les carrières d'avenir au Québec* et *Guide des métiers semi-spécialisés*, et collaboré à la réalisation d'un dossier publié par le journal *Les Affaires*.

Enfin, la FCSQ est également partenaire de la vaste campagne de publicité qui a été menée, en mars 2000, par le ministère de l'Éducation pour valoriser la formation professionnelle auprès des jeunes.

### Dossier à suivre...

Même si des résultats tangibles sont déjà atteints, des chantiers de travail importants restent ouverts, notamment sur les types de programmes offerts, sur les cheminements scolaires (filières), sur les ressources humaines, sur la collaboration à intensifier entre les milieux de travail et les milieux de formation ainsi que sur la valorisation de la formation professionnelle.

Rapport annuel

**1999** **2000**



# La formation continue :

une voie pour assurer l'autonomie des personnes et des régions

Après le dépôt de ses positions sur le projet de politique gouvernementale au printemps 1999, la FCSQ a dû faire face à plusieurs situations délicates.

Ce qu'il convient d'appeler la « crise financière ou budgétaire » d'Emploi-Québec a touché toutes nos commissions scolaires, et ce, dans tous les milieux. Comme plusieurs commissions scolaires, la Fédération a dû travailler d'arrache-pied pour que le gouvernement admette les effets négatifs causés aux commissions scolaires et travaille avec elle pour remédier à cette situation. Les efforts de la Fédération ont permis de redresser la situation durant la deuxième moitié de l'année. Cependant, cette expérience a permis de constater l'importance de développer des partenariats plus soutenus avec les organismes du domaine de l'emploi et de la main-d'œuvre.

## Francisation des immigrants

De plus, le nouveau ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, renversant les décisions de son prédécesseur, a retenu de nouvelles orientations en matière de francisation des immigrants qui privilégient le recours à des carrefours d'intégration, à des cégeps et à des universités, plutôt que de s'adresser de façon privilégiée au réseau des commissions scolaires. Compte tenu du rôle indispensable et stratégique de l'école dans l'accueil et l'intégration des jeunes immigrants et de la collaboration nécessaire des familles dans ce processus d'intégration, la Fédération a entamé des travaux, en concertation avec les commissions scolaires et la CEQ, pour réclamer un changement de politique auprès du gouvernement.

## Politique gouvernementale de la formation continue

En avril dernier, la Fédération des commissions scolaires du Québec a participé aux audiences publiques sur le projet de politique de la formation continue tenues par le gouvernement. L'intervention de la FCSQ ainsi que les activités de relations publiques qui ont été réalisées en appui à sa position ont permis de faire valoir les attentes des commissions scolaires dans ce dossier.

Par ailleurs, même si le processus conduisant éventuellement à une politique gouvernementale de la formation continue prend beaucoup plus de temps que prévu, le rapport des audiences, présidées par M. Inchauspé, contient des aspects encourageants puisqu'il affirme notamment la place centrale que doit occuper l'éducation dans une politique gouvernementale de la formation continue. Ce rapport suggère aussi que la coordination d'une telle politique devrait être confiée au ministre de l'Éducation.

La proposition de définir le contenu de la formation commune, qui constituerait le « passeport pour la vie » pour un adulte, est un autre aspect encourageant de ce rapport. De l'aveu même de M. Inchauspé, cette proposition représente une réelle innovation susceptible d'améliorer l'accès à la formation continue, à la reconnaissance des acquis ainsi qu'à des parcours qualifiants. Cette proposition innovatrice est attribuée aux commissions scolaires puisque c'est une association de notre réseau qui l'a développée et véhiculée.

# Les ressources humaines :

## un monde de compétences au service de la mission éducative

L'année 1999-2000 a été particulièrement fébrile en défis de toutes sortes liés à cette cinquième orientation stratégique. L'opération des négociations provinciales, avec la décentralisation et la souplesse organisationnelle comme enjeux principaux pour les commissions scolaires, a canalisé les efforts de la FCSQ. Fait marquant de cette négociation, la déclaration du premier ministre, à l'automne dernier, qui semblait vouloir mettre de côté la décentralisation, a obligé la Fédération à mener des relations de presse soutenues ainsi que différentes activités de représentation. Ces efforts ont permis de bien repositionner la décentralisation et la souplesse recherchées par les commissions scolaires et de faire comprendre que ces éléments sont nécessaires à la réussite de la réforme. Ce message a également été repris par le ministre de l'Éducation, ce qui a permis de faire quelques progrès en ces matières aux tables de négociation.

### Un autre pas vers la décentralisation

Au cours des 24 derniers mois et, plus particulièrement, au cours de la dernière année, la Fédération a concentré ses énergies sur la réalisation des mandats de négociation visant à garantir une certaine décentralisation de l'organisation du travail. À ce chapitre, plusieurs modifications significatives ont été apportées pour les trois catégories de personnel.

Au niveau du personnel enseignant, en plus des nombreux arrangements locaux déjà accessibles aux parties (commissions scolaires et syndicats), la nouvelle entente prévoit désormais la possibilité pour ces parties d'adapter les dispositions de la convention collective afin de permettre à une ou à des écoles de se doter d'une organisation pédagogique particulière.

Pour le personnel professionnel, on dénote un pas majeur au regard de la décentralisation. Touchant plus particulièrement l'organisation du travail, les parties se sont entendues sur la création de 19 matières de négociation locale.

En ce qui a trait au personnel de soutien, les cinq conventions (CSN, FTQ-SCFP, FTQ-SEPB, CEQ et FISA) ont subi d'importants changements. Les parties nationales ont d'abord introduit la possibilité pour les parties locales de modifier l'ensemble des dispositions normatives de la convention collective par un arrangement local. De plus, elles ont convenu que la liste de priorité d'emploi deviendrait une matière de négociation locale.

### Plus de souplesse organisationnelle

La Fédération a également travaillé intensivement pour que les prochaines conventions collectives permettent aux commissions scolaires la mise en œuvre des nouvelles dispositions de la Loi sur l'instruction publique, et ce, en favorisant l'autonomie pédagogique des établissements ainsi qu'en dégageant une souplesse organisationnelle. Des progrès importants traduisent ces efforts. Voici les principaux changements pour chacune des catégories de personnel.

#### Personnel enseignant

L'« annualisation » des différentes composantes de la tâche éducative permet désormais la variation hebdomadaire du temps consacré aux activités comprises dans la tâche éducative dans la mesure où le nombre d'heures maximal annuel est respecté.

Consacrant la volonté exprimée par les commissions scolaires au regard de l'amélioration des conditions de travail de leur personnel, la nouvelle entente prévoit l'octroi de nombreux postes à l'éducation des adultes et en formation professionnelle. De plus, à la suite de la réduction graduelle des règles de formation des groupes d'élèves à la maternelle, en première année et en deuxième année d'ici 2003-2004, 1 978 nouveaux postes seront créés.

#### Personnel professionnel

Depuis plusieurs années, les commissions scolaires désirent obtenir des ressources supplémentaires afin d'offrir des services de qualité aux élèves handicapés et en difficulté d'adaptation et d'apprentissage. Pour les trois prochaines années, les commissions scolaires pourront bénéficier de l'ajout de ressources professionnelles destinées au soutien de ces élèves ainsi qu'à leur réussite éducative.

De plus, les parties locales auront la possibilité de convenir de l'implantation d'un régime particulier de durée de travail de moins de douze mois.

Rapport annuel

1999 | 2000



# Les ressources humaines :

## un monde de compétences au service de la mission éducative

### Personnel de soutien

De façon générale, ces ententes permettent une plus grande stabilité du personnel par une réduction importante des mouvements de personnel en cours d'année ou lors de la mise en place de la prochaine année scolaire.

Les commissions scolaires pourront se prévaloir de la possibilité d'embaucher une personne salariée pour une durée déterminée dans le cadre d'un projet expérimental ou spécifique.

### Des résultats pour le personnel d'encadrement

Les travaux des différents comités ont surtout porté sur l'évaluation des emplois du personnel de direction d'école et de direction de centre ainsi que sur l'évaluation des emplois du personnel de gérance. La rémunération des directions d'établissement a ainsi pu être réévaluée de façon juste et équitable en tenant compte des nouvelles responsabilités qu'elles doivent assumer.

De plus, les travaux, menés conjointement avec les représentants du ministère de l'Éducation et des associations regroupant les gestionnaires des commissions scolaires, ont permis d'en venir à une entente sur leurs conditions de travail tout en assurant une certaine souplesse de gestion aux commissions scolaires telle la possibilité, pour les commissions scolaires, de façon exceptionnelle, d'affecter à un poste de direction d'école, une personne qui ne détient pas une autorisation permanente d'enseigner.

Enfin, la Fédération a également produit, à l'intention des commissions scolaires, des documents importants :

- portant sur différents éléments de la politique de gestion;
- proposant un exemple de politique de gestion;
- donnant plus d'information sur l'octroi du boni forfaitaire aux directrices générales et directeurs généraux ainsi qu'aux directrices générales adjointes et directeurs généraux adjoints.

### Nouvelle section *Carrières et professions* sur Internet

Enfin, dans le but de supporter les efforts de recrutement de ses membres et de faire connaître les offres d'emploi disponibles dans les commissions scolaires, la Fédération a ajouté une section *Carrières et professions* à son site Internet. Depuis la rentrée scolaire, plusieurs commissions scolaires ont fait connaître des dizaines d'ouvertures de poste par ce service gratuit.

### Développement d'activités de soutien au recrutement de personnel

Au cours des prochaines années, les commissions scolaires connaîtront plusieurs départs de personnel, notamment chez le personnel de direction des établissements. En 1999-2000, la FCSQ a donc intensifié ses travaux et élaboré des stratégies ayant pour objectif de permettre aux commissions scolaires de faire face aux problèmes possibles de recrutement dans le cadre du renouvellement de leur personnel.

À cet effet, la Fédération des commissions scolaires du Québec, en collaboration avec un consultant, a élaboré un questionnaire destiné aux commissions scolaires. Cette démarche a permis à la fois de faire le point sur cette situation préoccupante et de dégager des pistes d'action permettant aux commissions scolaires de recruter du personnel par le biais d'une véritable sélection pouvant s'effectuer à l'intérieur d'une banque de relève adéquatement préparée.

Les pistes d'action identifiées par la FCSQ sont les suivantes :

- constituer une banque d'information permettant de prévoir les besoins en effectifs ;
- apporter une assistance technique pour constituer une banque de relève ;
- promouvoir, par une campagne nationale, la fonction de direction d'établissement.



## Nombreuses activités en santé et sécurité du travail et gestion de l'assiduité

Le dossier de la santé et de la sécurité du travail, de même que celui des régimes d'assurance salaire, génèrent des dépenses annuelles de plus de 125 millions de dollars pour les commissions scolaires. Consciente de cette problématique, la Fédération a mené en 1999-2000 différentes interventions de prévention et a aussi réalisé des activités permettant d'outiller davantage les gestionnaires scolaires.

Ainsi, la Fédération a poursuivi les travaux des différents groupes de travail portant sur la réduction des coûts des lésions professionnelles et de l'assurance salaire auprès des 69 commissions scolaires anglophones et francophones.

Des séances de formation et d'information ont été tenues sur l'application des régimes de tarification de la CSST ainsi que sur la gestion quotidienne des dossiers d'absence. Depuis le mois de septembre 1999, la Fédération offre aussi des sessions de formation à l'intention du personnel affecté à l'entretien et à la réparation des bâtiments scolaires ayant un flochage d'amiante. Près d'une centaine de groupes de 15 à 20 personnes ont été rencontrés au cours de l'année dans le cadre de ce projet de formation.

La FCSQ a également offert aux commissions scolaires un service d'analyse-conseil de la gestion en santé et sécurité et en assurance salaire. Depuis son instauration en 1997, ce service gratuit a déjà été offert à plus de 35 commissions scolaires!

La Fédération a aussi procédé à l'élaboration d'indicateurs de gestion en santé et sécurité et en assurance salaire. Ces indicateurs ont été mis à l'essai à l'automne 1999 par la Société GRICS auprès d'une vingtaine de commissions scolaires. L'implantation graduelle de ce projet se poursuivra jusqu'au 30 juin 2000.

Enfin, au cours de l'année, la Fédération a produit différents documents à l'intention des gestionnaires scolaires :

- un bulletin *Info-santé et sécurité* qui paraît quatre fois par année;
- un guide de gestion sur le programme *Pour une maternité sans danger*;
- un guide sur les indicateurs de gestion en milieu scolaire;
- un guide sur l'expertise médicale comme outil de gestion des dossiers de lésions professionnelles.

Cette documentation, produite par la Fédération, est accessible sur le site privé de la Fédération, réservé à l'usage exclusif des commissions scolaires membres, à l'adresse [www.fcsq.qc.ca](http://www.fcsq.qc.ca), section *Services aux membres*.

Par ailleurs, dans le dossier de la santé et de la sécurité du travail, des relations de presse ont permis d'attirer l'attention des médias sur le colloque sur la santé mentale, organisé conjointement par la FCSQ et l'ACSQ. Ce dossier a fait l'objet de manchettes dans les grands quotidiens du Québec.

**1999 2000**

Rapport annuel

## Les ressources financières :

une condition de réussite



**Les coupures en éducation  
ne saignent pas...  
mais elles font mal!**

Le dossier du financement des commissions scolaires est une préoccupation majeure de la FCSQ. En 1999-2000, la Fédération a travaillé avec les intervenants du réseau pour évaluer les besoins des commissions scolaires et connaître leurs contraintes. À la suite de nombreuses collectes d'information, la Fédération a multiplié les actions médiatiques et les interventions auprès du gouvernement afin d'obtenir un financement accru pour les commissions scolaires qui tiendrait compte, notamment, des effets des coupures des dernières années, de la décroissance de la clientèle scolaire, de la restructuration ainsi que des nouvelles obligations imposées par la Loi sur l'instruction publique et la réforme de l'éducation.

Le consensus qui semble s'établir au Québec, pour faire de l'éducation « la » priorité et enclencher un début de réinvestissement en éducation préscolaire, primaire et secondaire est le fruit des pressions exercées au cours des dernières années par différents acteurs sociaux et, en première ligne, par la Fédération qui a martelé sur toutes les tribunes la nécessité d'un réinvestissement en éducation.

### Une force de frappe médiatique

La pression médiatique de la Fédération a été constante à partir de la présentation du budget Landry 1999-2000 jusqu'au dépôt des crédits et du budget 2000-2001. Plusieurs conférences de presse ont eu des échos importants, dont celle tenue à l'occasion du dépôt du budget, auquel la Fédération a été le premier organisme national à réagir, ainsi que celles orchestrées lors de la rentrée scolaire. La FCSQ avait alors convoqué deux conférences de presse majeures à Montréal et à Québec pour dénoncer le sous-financement du réseau scolaire avec des présidents et présidentes de commission scolaire des régions de Montréal, Laval, Laurentides, Montérégie, Québec et Chaudière-Appalaches. D'autres conférences de presse ont également été tenues dans plusieurs autres régions du Québec. Ces actions de relations publiques de la rentrée ont également été appuyées par la préparation et la diffusion aux commissions scolaires d'un visuel sur le thème *Les coupures en éducation ne saignent pas, mais elles font mal!*, élaboré à la demande de la région Chaudière-Appalaches.

À l'automne, des relations de presse ont également été réalisées afin de faire écho à la présentation du mémoire de la Fédération aux audiences de la Commission des finances publiques qui portaient sur la réduction de l'impôt des particuliers. La Fédération avait alors réclamé un réinvestissement en éducation.

Le 4 février, la Fédération s'est également jointe à la coalition pour le relèvement du transfert social canadien qui réclamait aussi, en conférence de presse, un réinvestissement en éducation.

Enfin, la Fédération a également fait sentir sa présence au Sommet du Québec et de la jeunesse. Présente à la salle de presse du Sommet, qui accueillait près d'une cinquantaine de journalistes, la Fédération a su tirer son épingle du jeu en faisant largement connaître la position défendue par les commissions scolaires, notamment en tenant deux conférences de presse et en diffusant plusieurs communiqués de presse. Les résultats obtenus sont positifs puisque l'éducation a été au cœur des discussions du Sommet et que l'engagement le plus significatif du gouvernement a été un réinvestissement d'un milliard de dollars en éducation au cours des trois prochaines années.

## Le réinvestissement en éducation

En plus de ces actions médiatiques, la Fédération a multiplié ses interventions auprès du gouvernement pour assurer un réinvestissement dans le réseau. Ainsi, dans la foulée du discours sur le budget 1999-2000 du gouvernement du Québec, la FCSQ a démontré au ministre de l'Éducation les coûts que les nouvelles commissions scolaires linguistiques ont dû assumer. Pour ce faire, la FCSQ a procédé à diverses collectes de renseignements afin d'identifier les particularités de chaque commission scolaire.

La Fédération a tout mis en œuvre pour soutenir une concertation efficace des différents intervenants du réseau ainsi que l'unité d'action des commissions scolaires. Ainsi, la Fédération a profité de toutes les occasions, groupes de travail, rencontres du conseil général, rencontres des présidentes, présidents, directrices générales et directeurs généraux des commissions scolaires ou rencontres informelles, pour consolider la cohérence des messages véhiculés par les différents intervenants du réseau des commissions scolaires.

Ces démarches ont donné des résultats. Le gouvernement du Québec a réinvesti en éducation. En 1999-2000, des sommes ont été consenties pour le soutien aux élèves en difficulté (14 M\$), la formation continue (10 M\$), les nouvelles technologies de l'information (26 M\$) et les commissions scolaires en décroissance de clientèles (3 M\$). S'ajoutent aussi les montants accordés pour l'achat de dictionnaires et de grammaires (30 M\$), pour le soutien à la situation financière de certaines commissions scolaires et l'encouragement budgétaire à la suite de la restructuration (40 M\$). En 2000-2001, des montants plus substantiels ont été obtenus pour la politique et le plan d'action en matière d'adaptation scolaire (137 M\$), pour le suivi à la réforme dans le cadre du Sommet du Québec et de la jeunesse (60 M\$) et pour des ajustements non récurrents à la décroissance et à la carte de la pauvreté (18,5 M\$). À ces sommes s'ajoutent le financement des coûts de système, notamment l'indexation du coût de la vie et les coûts des conventions collectives en 1999-2000 et 2000-2001.

La Fédération devra donc poursuivre activement ses démarches pour sensibiliser le gouvernement aux problèmes vécus par les commissions scolaires. La cohésion des différents intervenants est essentielle à l'obtention d'une révision du mode de financement des commissions scolaires qui prend en compte la décroissance des effectifs ainsi que la réalité de l'école montréalaise, la pauvreté et les milieux pluriethniques des régions limitrophes.



**1999 2000**

Rapport annuel

# Les ressources financières :

---

## une condition de réussite

### Financement du transport scolaire

En plus de tous les débats qui ont eu cours à l'automne sur la gestion et le financement du transport scolaire, ce dossier a nécessité de nombreuses autres actions de la Fédération.

La FCSQ s'est associée au ministère de l'Éducation pour donner un mandat de recherche à une firme de consultants sur le financement du transport scolaire au Québec. Cette étude a permis d'établir le portrait statistique du transport scolaire, ses caractéristiques ainsi que l'organisation du service. La firme a également identifié les éléments à retenir pour la détermination du service de base, sans toutefois en évaluer les coûts d'implantation. Pour mesurer l'adéquation entre les ressources consacrées au transport par les commissions scolaires et leurs besoins, la firme propose une approche qui permet d'établir les coûts par élève par commission scolaire en prenant en compte les caractéristiques de chacune. Malgré l'intérêt de l'approche proposée, les discussions se poursuivent sur les règles budgétaires 2000-2001 du transport scolaire. La FCSQ compte analyser les conséquences de cette approche pour chaque commission scolaire, en concertation avec ses partenaires. S'il y a lieu, la Fédération mettra tout en œuvre afin de minimiser la transition entre les deux modes d'allocation.

### Des indicateurs pour la reddition de comptes

Par ailleurs, une des lignes d'action du ministre de l'Éducation consiste à développer des indicateurs pour évaluer et améliorer le rendement des commissions scolaires. La Fédération participe au groupe de travail qui a été mis sur pied par le ministère de l'Éducation pour proposer des indicateurs et déterminer des mécanismes qui pourraient favoriser l'efficacité et la reddition de comptes. La Fédération, en concertation avec ses partenaires, se fait un point d'honneur de travailler dans le respect des pouvoirs et des responsabilités de chaque intervenant.

### Mémoire sur le transport par taxi

À la suite de l'invitation du ministère des Transports du Québec à contribuer à la détermination des services du transport par taxi, la FCSQ a présenté un mémoire à la Commission des transports et de l'environnement qui a notamment abordé la sécurité dans le transport des élèves par taxi ainsi que la fréquence d'utilisation de ce mode de transport. La FCSQ a également fait remarquer l'apport bénéfique de ce mode de transport pour les élèves des secteurs éloignés ainsi que pour les élèves handicapés et en difficulté d'adaptation et d'apprentissage.

### Les frais exigés des parents

À la suite de l'intention annoncée par le ministre de l'Éducation de faire une collecte de renseignements concernant les frais chargés aux parents, la Fédération est intervenue pour informer le ministre sur la nature de ces frais. Ces interventions ont permis de sensibiliser le ministre à la pertinence d'introduire des balises plutôt que d'appliquer des normes strictes et rigides. De plus, la Fédération s'est assurée que le rapport d'étude, produit par le ministère de l'Éducation, reflète la réalité des commissions scolaires et les difficultés qu'elles ont rencontrées avec l'application des compressions budgétaires plutôt que de se limiter à une litanie de griefs à l'endroit des commissions scolaires.

# Les services aux membres :

## une nouvelle réalité pour répondre à de nouveaux besoins

En plus des actions posées dans les six premières orientations stratégiques, la Fédération offre une gamme de services directs ou de soutien afin d'assister ses membres dans leurs opérations. La restructuration des commissions scolaires, qui a accentué les écarts de taille et de ressources entre les commissions scolaires, incite la Fédération à revoir son offre de service pour l'adapter le mieux possible aux nouvelles attentes de ses membres.

L'année 1999-2000 fut donc une période transitoire au cours de laquelle différents services ont été offerts par la Fédération afin de soutenir les activités de ses commissions scolaires membres.

### Service juridique

Au cours de la dernière année, le Service juridique de la FCSQ a offert aux commissions scolaires une assistance juridique de première ligne dans des domaines à la fois diversifiés et spécialisés. Bien que la Loi sur l'instruction publique demeure la loi faisant l'objet du plus grand nombre de consultations, le Code Civil du Québec, la Charte des droits et libertés de la personne et la Loi sur l'accès à l'information ont également fait l'objet d'un grand nombre d'interventions de la part de la FCSQ.

### Service d'assistance juridique

Comme par les années passées, le Service juridique de la FCSQ a offert un service d'assistance juridique aux commissions scolaires, qu'il s'agisse d'avis verbaux pour les consultations téléphoniques ou d'avis écrits pour les demandes formelles qui lui sont envoyées. En 1999-2000, ce service, qui est offert gratuitement aux commissions scolaires membres de la FCSQ, a donné réponse à plus de 1 500 appels téléphoniques en plus de rédiger près de 200 avis écrits.

### Service de formation sur mesure

Dans le suivi de la réforme mise en place par les projets de loi 109 et 180, le Service juridique de la FCSQ a préparé une session de perfectionnement portant sur le partage des responsabilités entre une commission scolaire, les directions d'établissement et les conseils d'établissement. Cette session a permis aux participantes et participants de comprendre les enjeux de cette réforme dans le respect des responsabilités devant être assumées par chaque instance.

Des rencontres d'information sur mesure ont également été tenues dans plusieurs commissions scolaires afin d'instrumenter le personnel des centres administratifs et des établissements sur des sujets variés tels la communication de renseignements personnels, le secret professionnel, la présence policière à l'école, la gestion de crise à l'école et le fonctionnement d'un conseil d'établissement.

### Service du contentieux

Au cours de la dernière année, le Service juridique de la FCSQ a continué à travailler sur le dossier relatif au statut de la taxe scolaire en matière de faillite et, plus particulièrement, à l'audition de la cause Château d'Amos devant la Cour d'appel du Québec. On se rappelle que ce jugement, rendu au mois d'octobre 1999, était défavorable aux commissions scolaires, mais que les démarches engagées par la FCSQ auprès du gouvernement ont conduit à une modification législative redonnant à la taxe scolaire le statut de créance privilégiée, statut qu'elle avait perdu lors de l'entrée en vigueur du Code civil du Québec en 1994.

### Chroniques juridiques

En plus de rédiger des articles traitant d'aspects légaux dans le magazine *SAVOIR* de la Fédération, le service juridique de la FCSQ collabore à la rédaction d'une chronique dans la revue *Le point en administration scolaire*, diffusée dans l'ensemble des établissements d'enseignement du Québec.

### Loi sur l'instruction publique annotée

En 1999-2000, la FCSQ a obtenu l'aval des membres du conseil général pour enclencher les travaux d'élaboration d'un document intitulé *Loi sur l'instruction publique annotée*. Toutes les commissions scolaires se sont engagées à participer financièrement à ce projet d'envergure qui devrait connaître son aboutissement en 2000-2001.

Rapport annuel

1999 | 2000



# Les services aux membres :

une nouvelle réalité pour répondre à de nouveaux besoins

## Soutien en relations du travail

La Direction des relations du travail de la FCSQ offre une gamme d'activités de soutien aux commissions scolaires. Ces services s'avèrent indispensables pour plusieurs membres de la FCSQ. Ayant toujours à cœur de rendre un service de qualité, tout en respectant l'urgence d'agir qui caractérise souvent ce secteur, les conseillers et conseillères en relations du travail ont fourni de multiples services directs aux gestionnaires des commissions scolaires : application et interprétation des différentes conventions collectives ainsi que des lois qui ont des incidences sur les conditions de travail du personnel scolaire ou des règlements qui régissent les conditions de travail du personnel d'encadrement, avis juridiques, rencontres à l'échelle nationale ou régionale...

Les travaux aux différentes tables de négociation ont provoqué une série de moyens de pressions concertés ou isolés suscitant une multitude de questionnements. L'équipe des relations du travail a investi beaucoup d'efforts afin d'outiller et de soutenir les commissions scolaires notamment par la mise à jour d'un document traitant du fonctionnement des commissions scolaires en période de négociation, la tenue de deux rencontres d'information et de concertation nationales de même que la transmission fréquente d'informations et d'avis juridiques. Les publications *INFO-FÉDÉ-personnel syndiqué* et *INFO-FÉDÉ-personnel d'encadrement*, diffusées par courrier électronique, ont favorisé la transmission rapide d'information portant sur l'évolution des différents dossiers relatifs au droit du travail et la gestion des ressources humaines. Toutes ces actions ont été multipliées étant donné l'embauche de nouveaux intervenants œuvrant aux services des ressources humaines de plusieurs commissions scolaires.

Enfin, ce service a poursuivi ses travaux de coordination de l'arbitrage des griefs du réseau des commissions scolaires.

## Coordination des régions et concertation régionale

La mise en place récente de nouveaux organismes régionaux par le gouvernement incite les acteurs régionaux à se concerter et à collaborer davantage à différents niveaux afin de répondre aux besoins de la population avec plus d'efficacité et à meilleurs coûts. En conséquence, l'activité politique régionale est maintenant au cœur des défis que doivent relever les dirigeants des commissions scolaires.

Consciente des enjeux pour les commissions scolaires et la population du Québec, la FCSQ consacre une part importante de son budget ainsi que des ressources humaines pour soutenir les actions menées par les commissions scolaires en région. À cette fin, le personnel de la FCSQ assure la coordination de 12 régions sur 17. Cette offre de service a le double avantage de permettre aux représentants des commissions scolaires d'être informés de l'évolution des principaux dossiers en cours et de permettre aux conseillères et aux conseillers de la FCSQ d'être au fait des préoccupations des commissions scolaires et des régions.

Des coordonnateurs et des coordonnatrices soutiennent les élus dans leurs actions de concertation et ont, entre autres, pour mandats :

- d'organiser des rencontres de concertation, de préparation et de suivi des réunions du conseil général ;
- d'organiser des rencontres et des activités au niveau régional ;
- de soutenir l'instance régionale dans ses relations avec des organismes externes ;
- d'effectuer et de coordonner des activités de recherche et de relation avec les médias de l'instance régionale.

Enfin, avant chaque réunion du conseil général, les coordonnateurs et les coordonnatrices se réunissent en Table de concertation provinciale afin de partager des informations et des expériences pertinentes.

## Perfectionnement et développement organisationnel

Afin de soutenir les commissions scolaires dans leurs efforts de formation, la Fédération offre une série d'activités de perfectionnement élaborées en relations étroites avec les besoins propres aux commissions scolaires. De plus, en 1999-2000, la FCSQ a offert différents services de soutien afin de répondre aux attentes de ses membres.

### 40<sup>e</sup> Congrès de la FCSQ

Tenu les 4, 5 et 6 juin 1999, le 40<sup>e</sup> Congrès de la FCSQ constituait le premier événement permettant à tous les commissaires, élus au mois de juin 1998, de se rencontrer et d'échanger sur les défis posés par les changements importants survenus dans le réseau des commissions scolaires : fusion de commissions scolaires, nouveau partage des responsabilités avec les établissements, nouveaux défis à relever en matière de développement local et régional...

Présenté sous le thème *Oser pour avancer*, ce congrès a proposé un contenu étoffé à quelque 500 congressistes : deux conférences, un forum de discussion, un bloc d'ateliers permettant des échanges avec des sous-ministres du ministère des Régions sur la complémentarité des services publics ainsi qu'un second bloc d'ateliers traitant de la réforme de l'éducation et des autres réformes gouvernementales ayant des effets sur les commissions scolaires. Enfin, avant le discours de clôture prononcé par le ministre de l'Éducation, les congressistes ont participé à deux blocs de cliniques portant sur différents sujets en lien direct avec les besoins et les attentes des intervenants scolaires.

### Colloque sur la décroissance de la clientèle scolaire

Depuis quelques années, plusieurs commissions scolaires vivent une décroissance continue de leur clientèle. Selon les données disponibles, ce phénomène s'accroîtra de façon importante au cours des prochaines années : entre 1998-1999 et 2003-2004, le nombre d'élèves de l'éducation préscolaire diminuera de 19 %! Il devenait donc urgent de mesurer les effets de cette décroissance de la clientèle et d'identifier les solutions à mettre de l'avant qui permettraient aux commissions scolaires d'adapter leurs façons

de faire à cette nouvelle réalité. Aussi, dès l'automne 1999, la Fédération a lancé, avec l'appui des partenaires du réseau des commissions scolaires, l'organisation d'un important colloque sur la décroissance de la clientèle scolaire qui se tiendra les 11 et 12 mai 2000 à Québec sur le thème *À tout le monde de jouer!*

### Sessions de perfectionnement

La fusion des commissions scolaires a bien sûr généré des besoins de perfectionnement ponctuels, mais la gestion courante des commissions scolaires a aussi suscité des questionnements et des demandes de formation.

Dans le contexte des fusions, la FCSQ a ciblé trois champs de préoccupations identifiés par les commissions scolaires et différentes sessions de perfectionnement ont été offertes aux commissaires d'écoles sur les sujets suivants : *La constitution et le leadership d'équipe; L'éthique dans une organisation; La commission scolaire et les conseils d'établissement : rôles et responsabilités.*

Le personnel de la Fédération a également animé des « Lac-à-l'Épaule ». Ce type d'ateliers de discussion avait pour objectifs de favoriser la communication et les échanges entre les membres des conseils des commissaires et de faire le point sur une première année de fonctionnement.

Inspirée de besoins suscités par la gestion courante, la FCSQ a également proposé aux conseils des commissaires des services d'accompagnement dans les démarches de planification stratégique ainsi que des sessions sur l'évaluation du rendement de la direction générale et la gestion de crise.

Pour les gestionnaires des ressources matérielles, la Fédération a aussi organisé des sessions sur les mesures d'urgence et les codes de plomberie et d'électricité.

Enfin, des conseillères et conseillers se sont rendus disponibles aux demandes de commissions scolaires mettant ainsi leur expertise au service de besoins spécifiques identifiés par les membres.

Rapport annuel

1999 | 2000



## Les services aux membres :

une nouvelle réalité pour répondre à de nouveaux besoins

### Sélection de hors cadres et de cadres

Dans le domaine spécifique du recrutement de hors cadres et de cadres, la Fédération a offert un service d'accompagnement à plusieurs conseils des commissaires. En tout, neuf commissions scolaires ont fait appel à la FCSQ en 1999-2000 pour pourvoir des postes de hors cadres et de cadres, dont huit postes de directrice générale ou de directeur général.

Encouragée par ces résultats positifs et la satisfaction exprimée par ces commissions scolaires, la Fédération des commissions scolaires du Québec consolidera ses actions en cette matière dans les années à venir.

### Dons d'ordinateurs aux écoles

Depuis quelques années, les écoles qui en font la demande peuvent recevoir gratuitement du programme *Ordinateurs pour les écoles du Québec* (OPEQ) des appareils vérifiés et fonctionnels et ainsi voir augmenter leur parc informatique. Ce projet fédéral, qui met à contribution plusieurs CFER et ateliers d'insertion au Québec, permet également à des jeunes ainsi qu'à des adultes en difficulté de développer leur confiance en soi et de nouvelles habiletés au travail.

En 1999-2000, le programme OPEQ, dont la FCSQ assure la gestion, a remis aux écoles près de 18 000 ordinateurs accompagnés d'un écran couleur et d'un clavier, pour un total de 42 000 depuis le début du programme. Les acquis du programme et l'expertise développée au fil des années font en sorte qu'une école reçoit des lots de qualité et compatibles à ses besoins.

Il est intéressant de noter, qu'en 1999-2000, Industrie Canada a décerné sa médaille de bronze à la Corporation OPEQ pour les ententes de partenariats développées avec des transporteurs bénévoles dans les centres en transport routier de Charlesbourg et de Saint-Jérôme.

### Achats regroupés : économie de temps et d'énergie

Dans une perspective de soutien aux activités des commissions scolaires et d'économie, la Fédération a poursuivi son offre de service d'achats regroupés en 1999-2000. Les économies dégagées sont encore une fois très importantes et soulignent l'intérêt pour les commissions scolaires de faire appel à un tel processus d'acquisition. Des baisses de prix de près de 16 % sur l'ensemble des dossiers ont été réalisées, sans compter l'économie de temps pour les commissions scolaires et la garantie d'obtenir des équipements conformes aux programmes d'enseignement puisque, pour chacun des dossiers négociés, la FCSQ a établi une étroite collaboration avec le MEQ et certains intervenants du milieu.

Dans le secteur de la formation professionnelle, le pouvoir de négociation dans deux dossiers, évalués à près de 8 millions de dollars, a certainement influencé les fabricants et permis à nos écoles d'obtenir des équipements mieux adaptés aux exigences pédagogiques. Avant même d'être livrés aux centres de formation professionnelle, une entente a permis à ces équipements de transiter au Stade olympique pour permettre le déroulement des compétitions en techniques d'usinage lors du Mondial des métiers tenu en novembre 1999. Les performances de haut niveau démontrées par les élèves lors des olympiades ont permis de constater la pertinence des choix réalisés lors de l'appel d'offres.

De plus, l'achat regroupé de près de 6 000 000 de berlingots de lait-école, distribués aux jeunes du primaire, a été maintenu cette année et a permis de faire réaliser une économie intéressante aux écoles.



## Communications et affaires publiques

En plus de supporter directement l'action politique de la Fédération et de ses membres dans des dizaines de dossiers majeurs, comme en témoigne le présent rapport annuel, des services directs aux membres ont été donnés par la Direction des communications et des affaires publiques, que ce soit par des conseils aux commissions scolaires pour l'organisation de leurs conférences de presse, la rédaction de communiqués de presse ou pour faire connaître des projets intéressants de commissions scolaires, comme ce fut le cas en conférence de presse à la veille du Sommet du Québec et de la jeunesse.

Un soutien direct a également été donné en matière de stratégie de communication à plusieurs commissions scolaires lors de situations de crise ou encore pour supporter l'organisation d'événements de presse comme des lancements, par exemple.

Un service important s'est ajouté cette année avec la diffusion d'une revue de presse quotidienne par courriel aux présidentes, présidents, directrices générales et directeurs généraux ainsi qu'aux responsables des communications de chaque commission scolaire. Ce nouveau service, fort apprécié des membres, permet une cohésion beaucoup plus grande des commissions scolaires dans leurs interventions médiatiques et multiplie l'impact de leurs positions publiques. Ce fut le cas, particulièrement, dans le dossier du pacte fiscal.

### **www.fcsq.qc.ca**

Cette deuxième année d'existence du site Internet de la FCSQ a permis sa consolidation ainsi que son développement. L'achalandage du site, qui a accueilli en janvier 2000 son 100 000<sup>e</sup> visiteur, s'est considérablement accru. Cet achalandage est attribuable aux nombreuses mises à jour, quasi quotidiennes, qui assurent aux internautes une information de pointe dans les dossiers d'actualité pour les commissions scolaires.

Une section privée, ou Extranet, s'est également ajoutée au site Internet de la FCSQ. Réservée à l'intention exclusive de ses membres et accessible uniquement par l'utilisation d'un mot de passe, cette section regroupe les documents de gestion pertinents pour les commissions scolaires. Encore à l'étape de la construction, cette section sera revue en 2000-2001 afin d'en élargir l'accès aux différents intervenants du réseau.

Enfin, il est intéressant de noter que, pour une deuxième année consécutive, le site de la FCSQ s'est classé dans les 1 000 meilleurs sites Internet du magazine *Branchez-vous*.

### **75 000 \$ en revenus de commandites**

La Direction des communications et des affaires publiques a également été très active dans la recherche de commandites afin de supporter des activités de la Fédération comme la revue de presse, le magazine *Savoir*, le bulletin express *Commissaires d'écoles*, le site Internet, l'organisation du 40<sup>e</sup> Congrès et du Colloque sur la décroissance de la clientèle scolaire. Un montant de plus de 75 000 \$ a permis de maintenir ou d'améliorer certaines activités de communication pour le bénéfice des commissions scolaires.

**1999 2000**

Rapport annuel



# L'excellence dans les commissions scolaires

## Prix d'excellence

À l'ouverture de son 40<sup>e</sup> Congrès, la Fédération des commissions scolaires du Québec a décerné ses Prix d'excellence 1998-1999 aux commissions scolaires Marguerite-Bourgeoys et de Saint-Hyacinthe ainsi qu'une mention d'honneur à la Commission scolaire au Cœur-des-Vallées.

En remettant annuellement ses Prix d'excellence, la FCSQ veut mettre en évidence des réalisations exceptionnelles du réseau scolaire public.

### Prix d'excellence catégorie *Innovation pédagogique*

La FCSQ a décerné son Prix d'excellence catégorie *Innovation pédagogique* à la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys pour son programme *J'apprends avec mon enfant*. Ce programme de prévention à long terme du décrochage scolaire et de l'analphabétisme est offert à des enfants de 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> années en difficulté de lecture. Les familles intéressées à ce programme sont visitées par une consultante de l'éducation des adultes qui leur explique l'importance de la lecture à domicile. Par la suite, une personne bénévole est jumelée à une famille pour visiter un enfant deux demi-heures par semaine, en présence continue des parents. Cette personne devient un modèle important d'adulte-lecteur qui suscite le goût de lire en famille.

### Prix d'excellence catégorie *Réalisation*

La Commission scolaire de Saint-Hyacinthe a mérité le Prix d'excellence catégorie *Réalisation* pour son projet *Vivre le monde de la francophonie*. Cette commission scolaire a organisé cette grande fête de la jeunesse, de la culture et du français pour souligner la fin du siècle et le début du nouveau millénaire. Cet événement s'est tenu à Saint-Hyacinthe dans le cadre d'un vaste programme d'échanges culturels et de jumelage mis en œuvre à l'automne 1995 par la polyvalente Hyacinthe-Delorme. Le projet *Vivre le monde de la francophonie* a suscité la participation d'une cinquantaine d'établissements scolaires du Québec.

## Mention d'honneur

La Fédération a également remis une mention d'honneur à la Commission scolaire au Cœur-des-Vallées pour son *Projet d'intégration des sciences et de l'informatique en collaboration avec l'université et l'industrie (PISICUI)*. Des intervenants de différents milieux suggèrent des projets de nature scientifique ayant pour objectif de permettre l'intégration des matières académiques et de l'informatique. L'engagement du monde de l'industrie dans ce projet exceptionnel donne un sens particulier aux situations d'apprentissage et permet un meilleur développement des compétences des élèves de première secondaire.

## Ordre du mérite

L'Ordre du mérite de la FCSQ a été créé en 1959 afin d'honorer des citoyennes et des citoyens ayant particulièrement contribué à l'avancement de l'éducation et, plus spécifiquement, à la promotion et au progrès du système public d'enseignement. Il comporte quatre catégories : conseillère ou conseiller scolaire émérite, médaille d'or, médaille d'argent et médaille de bronze.

### Conseillères scolaires émérites

La FCSQ a décerné le titre de Conseillère scolaire émérite à M<sup>me</sup> Pauline Marois, ministre de la Santé et des Services sociaux et ex-ministre de l'Éducation, ainsi qu'à M<sup>me</sup> Diane Drouin, ex-présidente de la FCSQ, à l'occasion de l'ouverture de son 40<sup>e</sup> Congrès. Ce titre est la plus haute distinction de l'Ordre du mérite de la Fédération.

En décernant ces honneurs, le président de la FCSQ, M. André Caron, a souligné le dévouement et le travail de M<sup>me</sup> Drouin et de M<sup>me</sup> Marois qui ont apporté une contribution majeure à la cause de l'éducation au Québec.

### Médailles d'argent et de bronze

La FCSQ a également remis des médailles d'argent aux personnes démontrant un engagement remarquable dans leur région et qui ont fait leur marque en éducation, de même que des médailles de bronze à ceux et à celles qui ont œuvré au service des commissions scolaires et qui se sont distingués dans leur milieu. La liste de ces personnes est incluse à l'Annexe III en page 35.

# Liste du personnel de la FCSQ

pour l'exercice financier 1999-2000



**1999 2000**

Rapport annuel

## Direction générale

**Réjean Morel**  
Directeur général

**Guy Beaulac\***  
Conseiller en développement  
pédagogique

**Pierre Caron**  
Conseiller en formation  
et en développement organisationnel

**Huguette Chabot**  
Technicienne en administration

**Jacqueline Coulombe**  
Technicienne en administration

**Claudette Dionne**  
Secrétaire de direction

**Berthier Dolbec**  
Conseiller en développement  
pédagogique

**Carolle Dupuis**  
Agente de bureau

**Lise Masse**  
Coordonnatrice des ressources  
financières et matérielles

**Pierre Pérusse\*\***  
Conseiller en financement  
et en transport scolaire

**Robert Pleau**  
Conseiller en recherche  
et développement

**Monique Poulin\***  
Conseillère en formation et  
développement organisationnel

**Paul-Eugène Roger\***  
Conseiller politique

**Louise Tremblay**  
Conseillère en financement  
et en transport scolaire

**Yves Tremblay**  
Technicien en informatique

**Doris-Lynne White**  
Agente de bureau

## Direction des communications et des affaires publiques

**Denis Pouliot**  
Directeur des communications  
et des affaires publiques

**Nathalie Masse**  
Technicienne en communications

**Denise Ouellet\*\***  
Agente de bureau

**Brigitte Roy**  
Conseillère en communications

## Direction des relations du travail

**Roland Bégin**  
Directeur des relations du travail

**Claire April**  
Agente de bureau

**Andrée Boulanger**  
Secrétaire de direction

**Mélanie Hillinger \*\***  
Avocate et conseillère  
en relations du travail

**Brigitte L'Heureux**  
Conseillère en relations du travail

**Guy Perrault \***  
Avocat et conseiller  
en relations du travail

**Marie Therrien**  
Agente de bureau

**Nancy Thivierge**  
Avocate et conseillère  
en relations du travail

**Bernard Tremblay**  
Avocat et conseiller  
en relations du travail

## Secrétariat général

**Clermont Provencher**  
Secrétaire général

**France Beaupré**  
Agente de bureau

**Catherine Bégin\*\***  
Agente de bureau

**Jacques Bélanger**  
Opérateur de duplicateur offset

**Carole Dubois\*\***  
Agente de bureau

**Hélène Fournier**  
Conseillère en ressources matérielles

**Alain Guimont**  
Avocat et conseiller juridique

**Paule Lebel**  
Secrétaire de direction et responsable  
de l'organisation matérielle

**Florence Lemelin**  
Téléphoniste

**Marc-André Morissette**  
Technicien en travaux pratiques

**Rachel Roy\*\***  
Agente de bureau

\* Prêts de service

\*\* Personnel temporaire

# Activités de représentation du président en 1999-2000

## Rencontres avec des ministres ou des représentants d'organismes

Rencontres avec le ministre de l'Éducation

Rencontres avec la ministre d'État au Travail et à l'Emploi

Rencontres avec la ministre des Affaires municipales

Rencontre avec la ministre déléguée à la Famille et à l'Enfance

Rencontres de la Commission des partenaires du marché du travail

Rencontres avec l'Association du transport écolier du Québec

Rencontres avec l'Association des propriétaires d'autobus du Québec

Rencontres avec la Fédération québécoise du sport étudiant

Rencontres du conseil d'administration du Centre de liaison Éducation-Entreprises

Rencontres du conseil d'administration du Conseil du patronat du Québec

Rencontres avec l'Union des municipalités du Québec

Rencontres avec la Fédération québécoise des municipalités

Rencontres avec l'Association des directeurs généraux des commissions scolaires du Québec

Rencontres avec l'Association des cadres scolaires du Québec

Rencontres avec la Fédération des directeurs et directrices d'établissement scolaire

Rencontres avec l'Association des commissions scolaires anglophones du Québec

Rencontres avec la Centrale de l'enseignement du Québec

Rencontre avec l'Association des régions

Rencontre avec le Directeur général des élections du Québec

Rencontres avec le Réseau québécois Villes et Villages en santé

Rencontre avec la Fédération des cégeps

Rencontre du conseil d'administration d'UNICEF

Rencontres du conseil d'administration de l'Association canadienne d'éducation de langue française

## Participation à des activités d'instances gouvernementales

Commission parlementaire sur l'impôt des particuliers

Commission parlementaire sur le transport par taxi

Commission parlementaire sur la place de la religion à l'école

Sommet du Québec et de la jeunesse

## Participation à des congrès ou à des colloques

Congrès de la Fédération québécoise des municipalités

Colloque de l'Association des directeurs généraux des commissions scolaires du Québec

Réunion nationale de la Société GRICS

Congrès de la Fédération québécoise des directeurs et directrices d'établissement d'enseignement

Congrès de l'Union des municipalités du Québec

Colloque de la Fondation de l'entrepreneurship

Congrès de l'Association canadienne d'éducation

Congrès de l'Association canadienne d'éducation de langue française

Forum sur la publicité à l'école

## Participation à des activités spéciales

35<sup>e</sup> Mondial des métiers

80<sup>e</sup> anniversaire de l'UMQ

Salon Éducation

Participation aux lancements de guides des Éditions Ma Carrière : *Guide des métiers semi-spécialisés* et *Les carrières d'avenir au Québec*

Lancement du concours *Chapeau les filles!*

Participation à de nombreuses conférences de presse

Participation à diverses activités régionales tenues par les commissions scolaires (congrès, assemblées générales, conférences de presse, etc.)

# Médailles de l'ordre du mérite

décernées en 1999-2000

## Médailles d'argent

### Nicole Bherer

Commission scolaire La Neigette \*  
Commission scolaire des Phares

### Robert Caron

Commission scolaire Abitibi \*  
Commission scolaire du Lac-Abitibi

### Olga L.-Deschênes

Commission scolaire De La Jonquière

### Martine Duchemin

Commission scolaire de Normandie \*  
Commission scolaire de l'Énergie

### Jean-Guy Émond

Commission scolaire catholique  
de Sherbrooke \*  
Commission scolaire  
de la Région-de-Sherbrooke

### Diane Fréchette

Commission scolaire de Victoriaville \*  
Commission scolaire des Bois-Francis

### Anicet A. Gagné

Commission scolaire  
des Chutes-de-la-Chaudière \*  
Commission scolaire des Navigateurs

### Marie-Paul Gagnon

Commission scolaire de La Pocatière \*  
Commission scolaire de Kamouraska –  
Rivière-du-Loup

### Noël Gardner

Commission scolaire Prince-Daveluy \*  
Commission scolaire des Bois-Francis

### Alfred Gauthier

Commission scolaire de Portneuf

### André Lafaille

Commission scolaire de Coaticook \*  
Commission scolaire des Hauts-Cantons

### Charles Lavoie

Commission scolaire Valin \*  
Commission scolaire  
des Rives-du-Saguenay

### Claudette Légaré

Commission scolaire de  
Memphrémagog \*  
Commission scolaire des Sommets

### Michel Marcotte

Commission scolaire de Grandpré \*  
Commission scolaire  
du Chemin-du-Roy

### Diane Miron

Commission scolaire Mont-Fort \*  
Commission scolaire des Patriotes

### Madeleine Moreau

Commission scolaire Jean-Chapais \*  
Commission scolaire de Kamouraska –  
Rivière-du-Loup

### Vincent Ouellet (à titre posthume)

Commission scolaire  
de Rivière-du-Loup \*  
Commission scolaire de Kamouraska –  
Rivière-du-Loup

### Jacques Perreault

Commission scolaire du Goéland \*  
Commission scolaire  
des Grandes-Seigneuries

### Aline Sauvageau

Commission scolaire de Val-d'Or \*  
Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois

### Gisèle St-Pierre-Beaulieu

Commission scolaire La Neigette \*  
Commission scolaire des Phares

### André Thériault

Commission scolaire  
de Rivière-du-Loup \*  
Commission scolaire de Kamouraska –  
Rivière-du-Loup

## Médailles de bronze

### Denise Asselin

Commission scolaire de l'Argile-Bleue \*  
Commission scolaire des Patriotes

### Estelle Bélanger-Roy

Commission scolaire Harricana

### Gilles-Maurice Bouchard

Commission scolaire de Manicouagan \*  
Commission scolaire de l'Estuaire

### Serge Bouchard

Commission scolaire de Lévis \*  
Commission scolaire des Navigateurs

### Michel Constantineau

Commission scolaire des Draveurs

### Richard Couillard

Commission scolaire de la Côte-du-Sud

### Liliane Daoust-Monderie

Commission scolaire de Rouyn-Noranda

### Célyne Dumont

Commission scolaire La Neigette \*  
Commission scolaire des Phares

### Daniel Fecteau

Commission scolaire  
de la Beauce-Abénaquis \*  
Commission scolaire de la Côte-du-Sud

### Suzanne Fleury

Commission scolaire du Lac-Saint-Jean

### Diane Grand-Maître

Commission scolaire Prince-Daveluy \*  
Commission scolaire des Bois-Francis

### Denise Laferrière

Commission scolaire Outaouais-Hull \*  
Commission scolaire  
des Portages-de-l'Outaouais

### Alain Lavoie

Commission scolaire de Lotbinière \*  
Commission scolaire des Navigateurs

### Ginette Martin

Commission scolaire de l'Amiante \*  
Commission scolaire de l'Amiante

### André McClure

Commission scolaire Louis-Hémon \*  
Commission scolaire du Pays-des-  
Bleuets

### Jacques Montreuil

Commission scolaire Seigneurie \*  
Commission scolaire  
au Cœur-des-Vallées

### Jeannine Morin-Laforesterie

Commission scolaire de Bellechasse \*  
Commission scolaire de la Côte-du-Sud

### Jacques-Yvan Pelletier

Commission scolaire l'Islet-Sud \*  
Commission scolaire de la Côte-du-Sud

### Irène Plasse

Commission scolaire des Cantons \*  
Commission scolaire du Val-des-Cerfs

### Marc-Yvon Poulin

Commission scolaire  
de la Chaudière-Etchemin \*  
Commission scolaire  
de la Beauce-Etchemin

### Agathe Quévillon

Commission scolaire  
de la Haute-Gatineau  
Commission scolaire des  
Hauts-Bois-de-l'Outaouais

### Yvon Raymond

Commission scolaire de l'Asbesterie \*  
Commission scolaire des Sommets

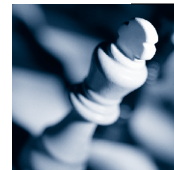
### Gérald Robert

Commission scolaire de Coaticook \*  
Commission scolaire  
des Hauts-Cantons

\* Ancienne commission scolaire

Rapport annuel

1999 2000



# Principaux documents

## publiés par la FCSQ

### Rapport annuel 1998-1999

#### Un monde renouvelé

(Document 5898, 2<sup>e</sup> trimestre 1999)

### Planification stratégique 1999-2001

(Document 5908-B, 3<sup>e</sup> trimestre 1999)

### Mémoire présenté à la Commission des finances publiques à l'occasion des audiences sur la réduction de l'impôt des particuliers

(Document 5956, septembre 1999)

### Mémoire présenté à la Commission des transports et de l'environnement à l'occasion des audiences sur la réforme du transport par taxi

(Document 5965, octobre 1999)

### Mémoire concernant la place de la religion à l'école présenté à la Commission de l'éducation de l'Assemblée nationale du Québec

(Document 5969-A, octobre 1999)

### Mémoire de la Fédération des commissions scolaires du Québec sur le projet de règles budgétaires 1999-2000 des commissions scolaires et les ressources mises à leur disposition

(Document 5894, avril 1999)

### Proposition d'aménagement du régime d'apprentissage

(Intégrer le régime d'apprentissage et le régime de qualification)

Avis de la Fédération des commissions scolaires du Québec

(Document 5897, avril 1999)

### Une école adaptée à tous ses élèves

Projet d'avis de la Fédération des commissions scolaires du Québec

portant sur le *Projet de politique de l'adaptation scolaire*, ministère

de l'Éducation du Québec, mars 1999

(Document 5899, avril 1999)

### La formation professionnelle dans les commissions scolaires : une stratégie pour le développement du Québec

Produit par la Fédération des commissions scolaires du Québec, l'Association des directeurs généraux des commissions scolaires du Québec, l'Association des cadres scolaires du Québec, la Table des responsables de l'éducation des adultes et de la formation professionnelle des commissions scolaires du Québec

(Document 5906-A, avril 1999)

### Fonctionnement des commissions scolaires en période de négociation

(Document 5918, avril 1999)

### Organisation du transport

Manuel de gestion du transport scolaire (version révisée)

(Document 5931, 2<sup>e</sup> trimestre 1999)

### Pour une maternité sans danger

Guide à l'intention des gestionnaires scolaires

(Document 5919, 2<sup>e</sup> trimestre 1999)

### L'expertise médicale

Outil privilégié de gestion des dossiers de lésions professionnelles

Guide à l'intention des gestionnaires scolaires

(Document 5983, 4<sup>e</sup> trimestre 1999)

### Indicateurs de gestion

(version révisée, janvier 2000)

- Santé et sécurité du travail et assurance salaire
- Guide à l'intention des gestionnaires scolaires

À ces documents s'ajoutent les publications régulières de la FCSQ, soit les bulletins express *Commissaires d'écoles*, ainsi que les magazines *SAVOIR*, dont un numéro spécial a porté sur la réforme de l'éducation, les bulletins *Info-Santé et sécurité* et *Info-fédé*.

L'ensemble de ces documents sont disponibles sur les sites Internet ou extranet de la FCSQ à l'adresse [www.fcsq.qc.ca](http://www.fcsq.qc.ca).

# Membres de la FCSQ

## en 1999-2000

---

Commission scolaire des Affluents  
Commission scolaire de L'Amiante  
Commission scolaire de la Baie-James  
Commission scolaire de la Beauce-Etchemin  
Commission scolaire des Bois-Francs  
Commission scolaire de la Capitale  
Commission scolaire de Charlevoix  
Commission scolaire du Chemin-du-Roy  
Commission scolaire des Chênes  
Commission scolaire des Chic-Chocs  
Commission scolaire au Cœur-des-Vallées  
Commission scolaire de la Côte-du-Sud  
Commission scolaire des Découvreurs  
Commission scolaire des Draveurs  
Commission scolaire de l'Énergie  
Commission scolaire de l'Estuaire  
Commission scolaire du Fer  
Commission scolaire du Fleuve-et-des-Lacs  
Commission scolaire des Grandes-Seigneuries  
Commission scolaire Harricana  
Commission scolaire des Hautes-Rivières  
Commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais  
Commission scolaire des Hauts-Cantons  
Commission scolaire des Îles  
Commission scolaire De La Jonquière  
Commission scolaire de Kamouraska – Rivière-du-Loup  
Commission scolaire du Lac-Abitibi  
Commission scolaire du Lac-Saint-Jean  
Commission scolaire du Lac-Témiscamingue  
Commission scolaire des Laurentides  
Commission scolaire de Laval  
Commission scolaire du Littoral  
Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys  
Commission scolaire Marie-Victorin  
Commission scolaire de Montréal  
Commission scolaire des Monts-et-Marées  
Commission scolaire de la Moyenne-Côte-Nord  
Commission scolaire des Navigateurs  
Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois  
Commission scolaire des Patriotes  
Commission scolaire du Pays-des-Bleuets  
Commission scolaire des Phares  
Commission scolaire Pierre-Neveu  
Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île  
Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais  
Commission scolaire de Portneuf  
Commission scolaire des Premières-Seigneuries  
Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke  
Commission scolaire René-Lévesque  
Commission scolaire de la Riveraine  
Commission scolaire des Rives-du-Saguenay  
Commission scolaire de la Rivière-du-Nord  
Commission scolaire de Rouyn-Noranda  
Commission scolaire de Saint-Hyacinthe  
Commission scolaire des Samares  
Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles  
Commission scolaire des Sommets  
Commission scolaire de Sorel-Tracy  
Commission scolaire des Trois-Lacs  
Commission scolaire du Val-des-Cerfs  
Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands

États financiers

**1999-2000**



La Fédération  
des commissions  
scolaires  
du Québec

# États financiers

au 31 mars 2000



RAPPORT DES VÉRIFICATEURS ..... 2

## ÉTATS FINANCIERS

Résultats et excédents cumulés ..... 3 à 5


Avoir en immobilisations ..... 6

Bilan ..... 7

Flux de trésorerie ..... 8

Notes complémentaires ..... 9 à 11

**1999** | **2000**  
États financiers



# Rapport des vérificateurs

---

Aux membres de La Fédération des commissions scolaires du Québec,

Nous avons vérifié le bilan de La Fédération des commissions scolaires du Québec au 31 mars 2000 et les états des résultats et des excédents cumulés, de l'avoir en immobilisations et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états incombe à la direction de la fédération. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la fédération au 31 mars 2000 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.

*Ruel Giroux Dorioy.*

Société nominale  
Comptables agréés

Québec  
Le 10 avril 2000

# État des résultats et des excédents cumulés

## Exercice terminé le 31 mars 2000



	2000		1999
	Réel	Budget	Réel
<b>PRODUITS</b>			
Cotisations	3 118 910 \$	3 118 900 \$	3 084 634 \$
Contrats de service	15 469	14 800	14 738
Intérêts gagnés et autres produits	180 074	135 000	146 836
Coordination des régions	61 167	42 000	43 710
	<b>3 375 620</b>	<b>3 310 700</b>	<b>3 289 918</b>
Services rendus, subventions et activités autrement financées			
Services-conseil aux membres, santé et sécurité du travail, soutien à la négociation et formation des commissaires et des gestionnaires	198 022	435 800	281 815
Service des ressources matérielles	141 164	147 300	137 380
Congrès biennal	175 643	184 000	
	<b>514 829</b>	<b>767 100</b>	<b>419 195</b>
	<b>3 890 449</b>	<b>4 077 800</b>	<b>3 709 113</b>
<b>CHARGES</b>			
Assemblée générale	31 448	30 000	34 997
Conseil général			
Conseil général et commissions permanentes	167 172	147 600	134 279
Régions	292 895	320 600	272 134
Bureau de direction	40 811	43 200	55 044
À reporter	532 326	541 400	496 454

**1999 | 2000**  
États financiers

# État des résultats et des excédents cumulés

## Exercice terminé le 31 mars 2000

	2000		1999
	Réel	Budget	Réel
<b>CHARGES (suite)</b>			
Reportés	532 326 \$	541 400 \$	496 454 \$
Présidence et vice-présidences	134 586	135 500	109 966
Priorité et dossiers majeurs	155 280	125 000	42 312
Direction générale			
Direction	194 382	196 900	192 748
Recherche et développement	84 595	73 700	95 783
Activités administratives et éducatives	307 134	330 400	251 172
Ressources informatiques, financières et matérielles	318 882	336 600	342 108
Siège social	135 691	170 000	188 849
Direction des communications et des affaires publiques	343 956	315 700	294 653
Secrétariat général			
Direction	189 956	196 500	189 477
Service juridique	93 448	93 100	93 448
Imprimerie	166 218	172 600	164 664
Services téléphoniques, documentation et archives	108 070	123 000	105 826
Direction des relations du travail			
Direction	145 390	148 600	153 767
Relations du travail et conditions de travail	329 066	331 000	435 015
Gestion des ressources humaines	158 187	181 800	140 090
À reporter	3 395 167 \$	3 471 800 \$	3 296 332 \$



	2000		1999
	Réel	Budget	Réel
<b>CHARGES (suite)</b>			
Reportés	3 395 167 \$	3 471 800 \$	3 296 332 \$
Services rendus, subventions et activités autrement financés			
Services-conseil aux membres, santé et sécurité du travail, soutien à la négociation et formation des commissaires et des gestionnaires	226 777	435 800	280 641
Service des ressources matérielles	141 164	147 300	137 380
Congrès biennal	171 071	184 000	
	3 934 179	4 238 900	3 714 353
<b>RÉSULTAT NET</b>	( 43 730)	( 161 100)	( 5 240)
<b>EXCÉDENTS CUMULÉS AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>			
Déjà établi	356 635		358 376
Redressement sur l'exercice antérieur	( 3 499)		
Redressé	353 136		358 376
<b>EXCÉDENTS CUMULÉS À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	309 406 \$		353 136 \$

**1999 | 2000**  
États financiers

## Avoir en immobilisations

### Exercice terminé le 31 mars 2000

	2 0 0 0	1 9 9 9
<b>SOLDE AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>		
Déjà établi	933 429 \$	867 350 \$
Redressement de l'amortissement de l'équipement informatique, antérieur à l'exercice, dû au changement de méthode	( 33 000)	( 83 505)
Redressé	900 429	783 845
<b>APPORTS À MÊME LES REVENUS</b>		
Acquisition d'immobilisations	80 257	149 357
Remboursement de la dette à long terme		46 983
	80 257	196 340
<b>DÉDUIRE</b>		
Amortissement de l'exercice	117 655	59 128
Radiation de la valeur nette d'immobilisations pour cause de disposition ou de désuétude	8 729	20 628
	126 384	79 756
<b>SOLDE À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	854 302 \$	900 429 \$

# Bilan

au 31 mars 2000



2000

1999

## ACTIF

### ACTIF À COURT TERME

Encaisse	600 533 \$	249 779 \$
Placements temporaires	1 425 000	1 600 000
Débiteurs (note 3)	159 201	113 145
Frais payés d'avance	8 935	4 092
	<u>2 193 669</u>	<u>1 967 016</u>

### IMMOBILISATIONS (note 4)

1 345 784	1 391 912
<u>3 539 453 \$</u>	<u>3 358 928 \$</u>

## PASSIF

### PASSIF À COURT TERME

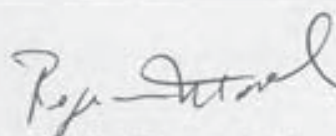
Créditeurs et charges à payer	880 856 \$	855 614 \$
Revenus reportés (note 5)	803 223	558 083
	<u>1 684 079</u>	<u>1 413 697</u>

### VALEUR NETTE

Excédents cumulés	309 406	353 136
Excédents réservés (note 6)	200 000	200 000
Avoir en immobilisations	854 302	900 429
Excédent de la valeur d'expertise du terrain et du bâtiment sur le coût	491 666	491 666
	<u>1 855 374</u>	<u>1 945 231</u>
	<u>3 539 453 \$</u>	<u>3 358 928 \$</u>

### POUR LE CONSEIL GÉNÉRAL

  
André Caron, président

  
Réjean Morel, directeur général

1999 | 2000  
États financiers

# État des flux de trésorerie

## Exercice terminé le 31 mars 2000

	2000	1999
<b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>		
Résultat net	( 45 730) \$	( 5 240) \$
<i>Dépenses en capital</i>		
Acquisitions nettes d'immobilisations	74 334	147 806
	30 604	142 566
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement	219 484	238 795
	250 088	381 361
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT</b>		
Remboursement de la dette à long terme		( 46 983)
Dispositions d'immobilisations	5 923	8 533
Acquisitions d'immobilisations	( 80 257)	( 149 356)
	( 74 334)	( 187 806)
<b>AUGMENTATION NETTE DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS TEMPORAIRES</b>		
	175 754	193 555
<b>ENCAISSE ET PLACEMENTS TEMPORAIRES AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>		
	1 849 779	1 656 224
<b>ENCAISSE ET PLACEMENTS TEMPORAIRES À LA FIN DE L'EXERCICE</b>		
	2 025 533 \$	1 849 779 \$

# Notes complémentaires aux états financiers



## 1. STATUTS CONSTITUTIFS ET NATURE DES ACTIVITÉS

La fédération, personne morale au sens du Code civil du Québec, est constituée en corporation en vertu de la Loi concernant La Fédération des commissions scolaires du Québec, telle que modifiée le 3 juin 1999. La Loi permet à la fédération d'accepter comme membre toute commission scolaire sans référence au statut confessionnel ou linguistique. La fédération a pour but de promouvoir les intérêts de l'éducation à titre de mandataire de l'ensemble des commissions scolaires du Québec.

1999 | 2000  
États financiers

## 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

### Placements temporaires

Les placements temporaires sont comptabilisés au coût.

### Immobilisations

Le terrain et le bâtiment ont été réévalués et sont présentés au bilan à la valeur marchande établie par Diamant & Associés International Inc. en date du 1<sup>er</sup> mars 1982. Les additions subséquentes sont comptabilisées au coût. Aucun amortissement n'a été calculé sur le bâtiment depuis la date de la première évaluation d'expertise le 31 juillet 1975.

Le mobilier, l'équipement informatique, les logiciels et les autres équipements sont inscrits au coût. Les additions de l'exercice, imputées comme dépenses aux opérations au moment de leur acquisition, sont rétablies à l'actif par un crédit à l'avoir en immobilisations.

Les immobilisations amorties, le sont en fonction de leur durée de vie utile respective, selon les méthodes et les taux indiqués ci-dessous.

Mobilier de bureau	Amortissement dégressif	20 %
Équipement informatique et logiciels	Amortissement linéaire	20 %

## 3. DÉBITEURS

	2000	1999
Commissions scolaires et autres	142 162 \$	98 152 \$
Plan d'acquisition d'équipement informatique par les employés	17 039	14 993
	159 201 \$	113 145 \$

## Notes complémentaires aux états financiers

### 4. IMMOBILISATIONS

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	
			2000	1999
Terrain	301 000 \$	— \$	301 000 \$	301 000 \$
Bâtiment	700 828	—	700 828	700 828
Mobilier de bureau	810 950	609 644	201 306	245 196
Équipement informatique et logiciels	389 071	246 421	142 650	144 888
	2 201 849 \$	856 065 \$	1 345 784 \$	1 391 912 \$

### 5. REVENUS REPORTÉS

Une partie des revenus relatifs aux activités ci-dessous est reportée et servira à les poursuivre au cours de l'exercice suivant.

	2000	1999
Service des ressources matérielles	416 385 \$	359 387 \$
Soutien à la négociation et formation des commissaires et des gestionnaires	128 534	128 534
Colloque sur la décroissance	123 163	
Congrès 1999		14 217
Programme ordinateurs à l'école	47 231	( 22 365)
Commission des partenaires		8 750
Programme santé et sécurité du travail	84 220	69 560
Autres	3 690	
	803 223 \$	558 083 \$



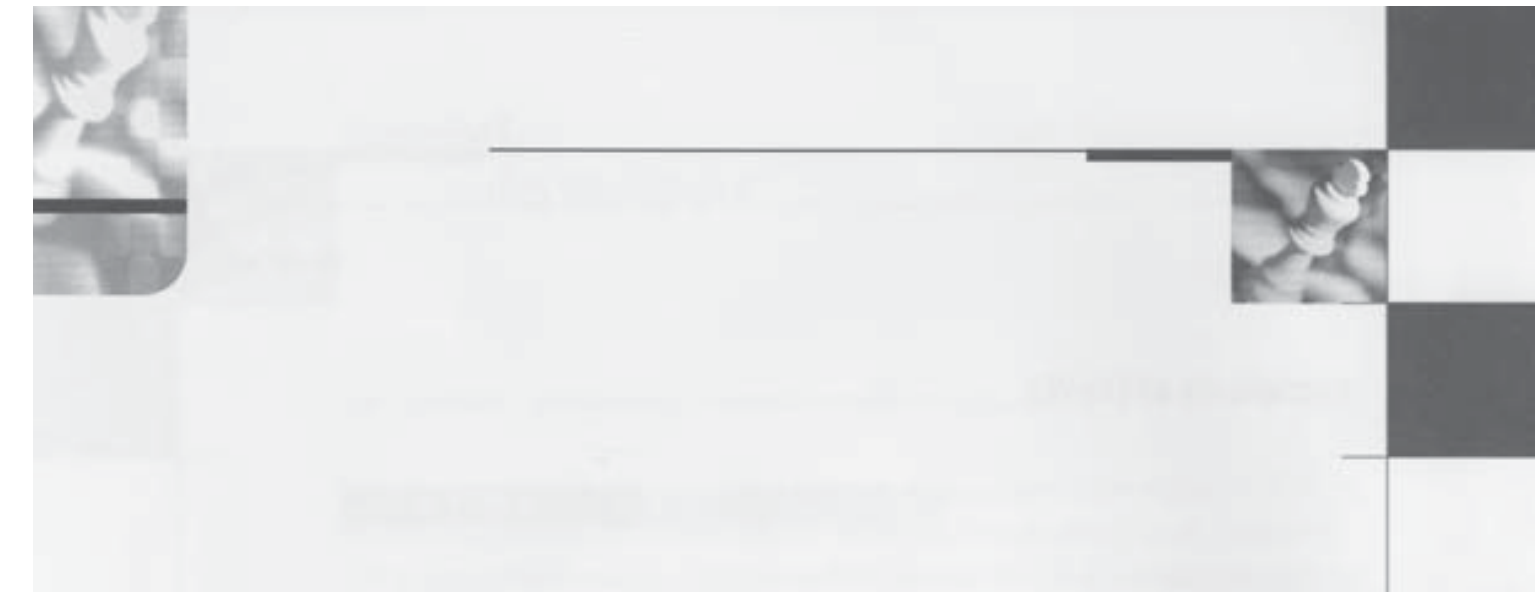
## 6. EXCÉDENTS RÉSERVÉS

	2000	1999
Une partie des excédents cumulés fut réservée afin de protéger la fédération contre toute baisse soudaine ou progressive des résultats de ses opérations	200 000 \$	200 000 \$

1999 | 2000  
États financiers

## 7. ÉVENTUALITÉ

Le 27 juillet 1999, une poursuite de 504 000 \$ plus les intérêts et l'indemnité prévue au Code civil du Québec a été intentée contre la fédération par Ferro Technique, qui allègue avoir subi des dommages à la suite du refus, de la fédération, de sa soumission concernant un achat regroupé. La fédération, par le biais de ses assureurs, conteste cette réclamation en Cour supérieure.



**1999 | 2000**

États financiers

Publié par  
La Fédération des commissions scolaires du Québec  
1001, avenue Bégon  
Case postale 490  
Sainte-Foy (Québec) G1V 4C7  
Téléphone : (418) 651-3220  
Télécopieur : (418) 651-2574  
Courrier électronique : [info@fcsq.qc.ca](mailto:info@fcsq.qc.ca)  
Site Internet : [www.fcsq.qc.ca](http://www.fcsq.qc.ca)

Document : 6051  
Dossier : 1-302-05-02  
Dépôt légal - 2<sup>e</sup> trimestre 2000  
Bibliothèque nationale du Québec  
Bibliothèque nationale du Canada